

Précaution de lecture : afin de rester cohérent avec les données des fiches statistiques annuelles 2021 déjà publiées pour la France entière et chaque région, département et EPCI, cette note d'analyse annuelle ne tient pas compte du dispositif rénové de calcul des créations d'entreprises mis en place par l'Insee début 2022.

SOMMAIRE

1. ÉVOLUTION NATIONALE	3
Tendances globales	3
Tendances par statut juridique	5
Tendances sectorielles	8
2. PROFIL DU CRÉATEUR	14
Selon le genre	14
Selon l'âge	15
3. ÉVOLUTIONS RÉGIONALES	16
Attractivité des régions	16
Dynamique des régions	17
Tendances sectorielles par région	19
Profil sectoriel et renouvellement du tissu économique des régions	21
Attractivité des zones rurales, urbaines et périphériques	23
4. ÉVOLUTIONS DÉPARTEMENTALES	24
Attractivité des départements	24
Attractivité des ZRR	25
Attractivité des zones AFR	26
Attractivité des communes classées ACV	27
Attractivité des communes PVD	28
Attractivité des QPV	29
5. ÉVOLUTIONS DANS LES MÉTROPOLIS	30
Dynamique et attractivité des métropoles	30
Tendances sectorielles par métropole	31
6. ANNEXES	32
Annexe 1 – Densité de création d'entreprise et taux de renouvellement par département, 2021	32
Annexe 2 – Création d'entreprise par région et département, 2021	33
Annexe 3 – Création d'entreprise dans les territoires aidés par région et département, 2021	35
Méthodologie	36

La création d'entreprise en France en 2021

Près d'un million d'entreprises ont été créées en France en 2021, en hausse de + 17 % par rapport à 2020. La dynamique entrepreneuriale retrouve ainsi son rythme de forte croissance de la période d'avant-crise.

Dans un contexte de crise économique déclenchée par une épidémie mondiale de Coronavirus sans précédent, 1,84 M d'entreprises ont vu le jour en France au cours des deux dernières années (848 000 en 2020 et 995 000 en 2021) ; **un chiffre très proche des projections annuelles en l'absence de crise sanitaire** calculées par l'Observatoire de la création d'entreprise⁽¹⁾. Ainsi, **l'effet de la crise sanitaire sur la dynamique entrepreneuriale n'aurait été absorbé en totalité qu'au premier trimestre 2022, soit deux ans après le début des restrictions sanitaires.**

Toutefois la comparaison de la création d'entreprise avec ces projections montre que **certains secteurs** (la construction, le commerce de détail, le commerce et la réparation automobiles et les arts, spectacles et activités récréatives) **ont repris très rapidement en 2021 leur cours normal d'évolution, tandis que la plupart des secteurs étaient encore en rattrapage pour compenser la faible dynamique observée en 2020.** Ce phénomène de rattrapage entrepreneurial en 2021 s'observe dans **toutes les régions à l'exception de l'Île-de-France**, qui retrouve un rythme « normal » dès 2020, **et des Pays de la Loire**, qui surperforme deux années d'affilée.

À l'instar des trois dernières années, **les micro-entrepreneurs sont au cœur de la dynamique entrepreneuriale**, mais l'année 2021 a également vu un fort **dynamisme des sociétés**. La **création d'entreprise est en hausse dans tous les secteurs à l'exception de la santé humaine et de l'action sociale** (fléchissement des immatriculations d'infirmiers et de sages-femmes, mais aussi de médecins généralistes alors que ces activités étaient en hausse constante depuis 2009 ; et recul dans les autres activités des médecins spécialistes).

La dynamique entrepreneuriale concerne l'ensemble du territoire français, toutes les régions et tous les départements. Les villes en demeurent la locomotive, même si elles sont en retrait par rapport à 2020 : 69 % de la croissance du nombre des créations d'entreprises provient des zones urbaines denses et très denses (contre 82 % en 2020) et **les 22 métropoles françaises concentrent 42 % de la création d'entreprise** (contre 40 % en 2020). Cette baisse est surtout attribuable à Paris qui semble légèrement moins attractive qu'en 2020 ; la métropole du Grand Paris concentre 19 % de la création totale du pays en 2021 contre 21 % en 2020.

La dynamique entrepreneuriale a été plus intense dans les territoires spécifiques avec une croissance supérieure à 20 % du nombre des créations d'entreprises dans les Zones de revitalisation rurale (**ZRR**), dans les Zones d'aide à finalité régionale (**AFR**), dans les Petites villes de demain (**PVD**) et dans les communes classées « Actions cœur de ville » (**ACV**). Le faible taux de création par tête dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville ou **QPV** (124 établissements pour 10 000 habitants contre 149 pour la France entière) suggère un potentiel d'entrepreneurs à dynamiser dans ces territoires. **Ce constat confirme le résultat de l'Indice entrepreneurial français (IEF 2021)** qui montre un tropisme marqué pour l'entrepreneuriat chez les habitants des QPV malgré un passage à l'acte moins fréquent (enquête réalisée en juin 2021).

En 2021, 41 % des entreprises individuelles ont été créées par des femmes (contre 39 % en 2020). Par rapport à 2020, l'entrepreneuriat féminin a notamment pris du terrain en Île-de-France et en Corse, tandis que le profil du créateur d'entreprise individuelle s'est davantage masculinisé en Guyane. Par ailleurs, **4 entreprises individuelles sur 10 ont été créées par des jeunes de moins de 30 ans**. En un an, l'entrepreneuriat des jeunes a notamment progressé à La Réunion et dans le secteur de la santé humaine et de l'action sociale.

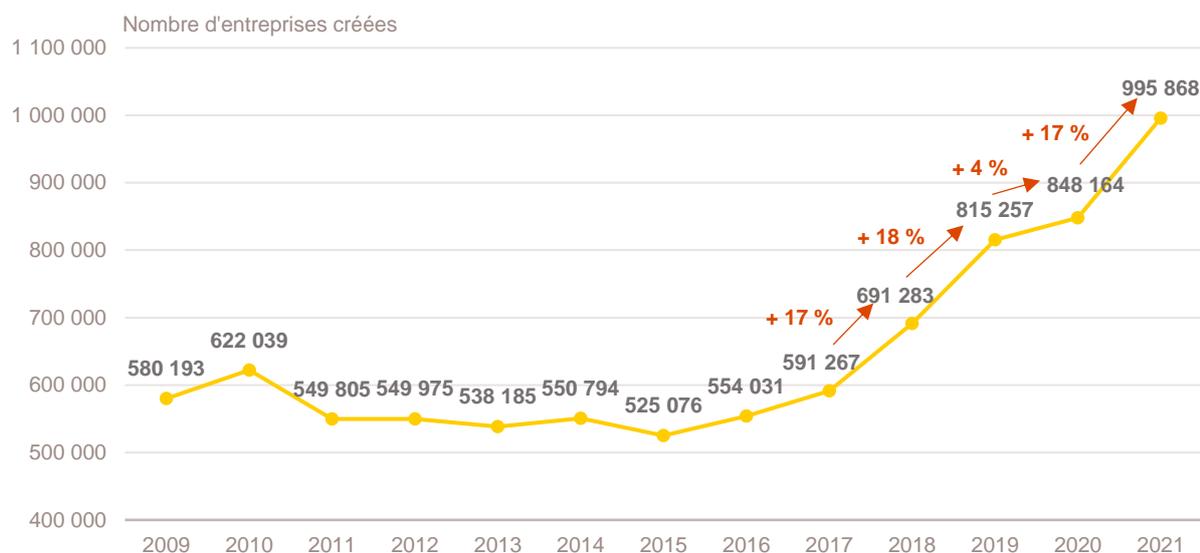
(1) Dans cette note d'analyse, les textes en **bleu** se réfèrent aux projections de créations d'entreprises comme s'il n'y avait pas eu de crise sanitaire (voir encadré page 4), ceux en **orange** correspondent aux chiffres constatés pour l'année observée.

1. ÉVOLUTION NATIONALE

Tendances globales

Avec près de 996 000 immatriculations d'entreprises en France au cours de l'année 2021, la dynamique entrepreneuriale nationale atteint un nouveau sommet et renoue avec son rythme de forte croissance de la période d'avant-crise (+ 17 % en 2021 pour un taux de croissance annuel moyen de + 17 % sur la période 2017-2019). Cette remise à niveau de l'élan entrepreneurial peu de mois après le ralentissement brutal et accentué de 2020, témoigne de la **résilience entrepreneuriale du pays**, renforcée par les acquis et les politiques mises en œuvre ces dernières années.

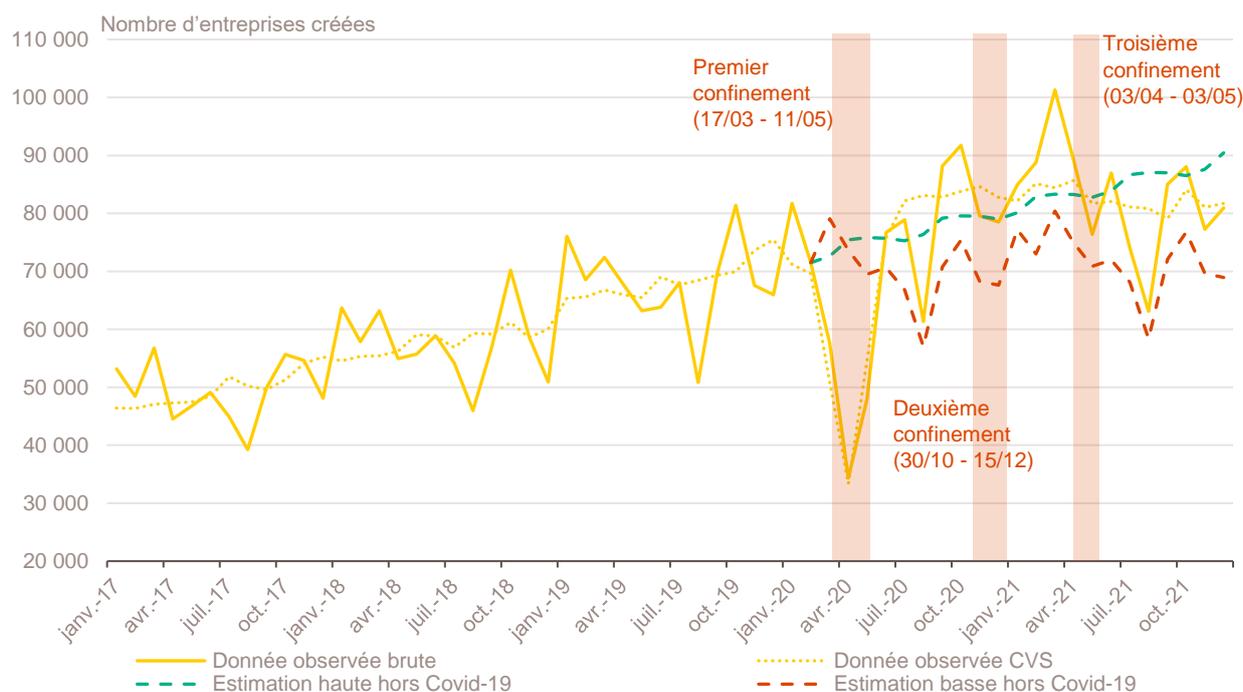
La création d'entreprise annuelle en France et son évolution, 2009-2021



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise mensuelle en France et son évolution, 2017-2021



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Avec plus de 848 000 créations d'entreprises en 2020 et près de 996 000 en 2021, **plus de 1,84 M de nouvelles entreprises ont vu le jour au cours des deux dernières années**. En l'absence de crise sanitaire, ce nombre se situerait, en estimation basse et haute (voir encadré ci-dessous), **entre 1,71 M et 1,94 M**. Le nombre observé étant compris dans l'intervalle estimé, **l'effet de la crise sur la dynamique entrepreneuriale serait absorbé au global** (hormis les éventuels effets sectoriels, territoriaux ou qualitatifs engendrés). En effet, **l'effondrement de la création d'entreprise lors des trois confinements** (en particulier lors du premier) étant brutal mais bref, et à chaque fois suivi d'une **période de surajustement tout aussi intense bien que plus longue** (notamment entre juin 2020 et avril 2021), cette alternance de reculs et de (sur)compensations aurait donc permis au pays de retrouver sa dynamique entrepreneuriale de long terme, le volume final, au global, restant inchangé. En projetant la création totale d'entreprise à partir de février 2020, soit avant le début de la pandémie en France, une évolution annuelle comprise entre + 1 % et + 10 % aurait été attendue en 2021 (estimation basse et haute). Or, l'évolution observée de + 17 % montre que la **dynamique entrepreneuriale a surperformé courant 2021**.

Estimer le nombre de créations d'entreprises dans un monde sans covid-19

La projection par lissage exponentiel, à partir de février 2020, des tendances passées en matière de création d'entreprise, permet d'obtenir une estimation du nombre de créations d'entreprises en l'absence de crise sanitaire pour chaque mois des deux dernières années.

Le cumul des estimations mensuelles projetées par les scénarii haut et bas permettent d'obtenir une fourchette du nombre estimé de créations d'entreprises de mars 2020 à décembre 2021, en l'absence de crise sanitaire.

Estimer le nombre de créations d'entreprises dans un monde sans COVID, permet :

- de quantifier le « manque à gagner » ou le « gain » engendré par la pandémie de Coronavirus grâce à un nombre estimé « normal » ;
- de mesurer « l'effet de base » lié à ces creux de 2020, provoquant ainsi une sur- ou sous-estimation de la dynamique entrepreneuriale en 2021 ;
- de lisser les évolutions.

Il est alors possible d'émettre **deux scénarii d'abstraction de la crise sanitaire en 2021** :

- **Dans le scénario bas**, fondé sur une période longue de création d'entreprise avant la pandémie, soit entre janvier 2009 et février 2021, le nombre « normal » de créations par an est estimé à 852 000 en 2020, soit quasiment le niveau observé malgré la pandémie (848 164).

Dans ce scénario bas, **l'effet de la crise sanitaire, qui se poursuit en 2021, serait donc intégralement absorbé à fin 2021**, l'effondrement de la création connu entre mars et mai 2021 ayant été compensé par la reprise de juin à décembre 2021. Dans ce cas de figure, la croissance observée de + 4 % serait une **croissance normale**, en cohérence avec le taux de croissance annuel moyen constaté sur longue période (+ 3 %). Dans ce cas de figure, le nombre de créations d'entreprises projeté à 862 000 en 2021 induirait une croissance de + 1 % par rapport à 2020, avec 1,71 M d'entreprises créées sur deux ans.

- **Dans le scénario haut**, projetant une poursuite de la forte croissance entrepreneuriale des trois années avant la crise (entre janvier 2017 et février 2021), plus de 922 000 entreprises auraient dû voir le jour en France en 2020, ce qui aurait permis une croissance de + 13 % par rapport à 2019. Dans ce cas de figure, le nombre de création projeté à 1 M en 2021 induirait une croissance de + 10 % par rapport à 2020.

Tendances par statut juridique

En 2021, deux tiers des nouvelles entreprises sont des micro-entrepreneurs, une part stable par rapport à 2020, qui demeure malgré tout élevée par rapport à 2017 (53 %).

Création d'entreprise en France par statut juridique, 2021

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part %	Évolution annuelle %	TCAM 2009-2020 %	Contribution point de %
Entreprises individuelles	724 910	72,8	+ 15,0	+ 3,6	+ 11,2
Micro-entrepreneurs	641 543	64,4	+ 17,0	+ 5,0	+ 11,0
Entreprises individuelles classiques	83 367	8,4	+ 1,7	- 2,5	+ 0,2
Sociétés	270 958	27,2	+ 24,3	+ 3,3	+ 6,2
SARL & EURL	76 590	7,7	+ 22,2	- 6,2	+ 1,6
SAS & SASU	182 460	18,3	+ 26,2	+ 22,9	+ 4,5
SCI	998	0,1	+ 2,0	- 5,6	+ 0,0
Autres ^a	10 910	1,1	+ 10,9	+ 1,5	+ 0,1
Total France entière	995 868	100,0	+ 17,4	+ 3,5	+ 17,4

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Lecture : en 2021, 76 590 SARL & EURL ont été créées en France (soit 7,7 % du total des créations de l'année), un nombre en hausse de + 22,2 % par rapport à 2020 pour un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de - 6,2 % entre 2009 et 2020. Compte tenu de son poids dans l'évolution globale, la contribution des SARL & EURL à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France est de + 1,6 point de pourcentage.

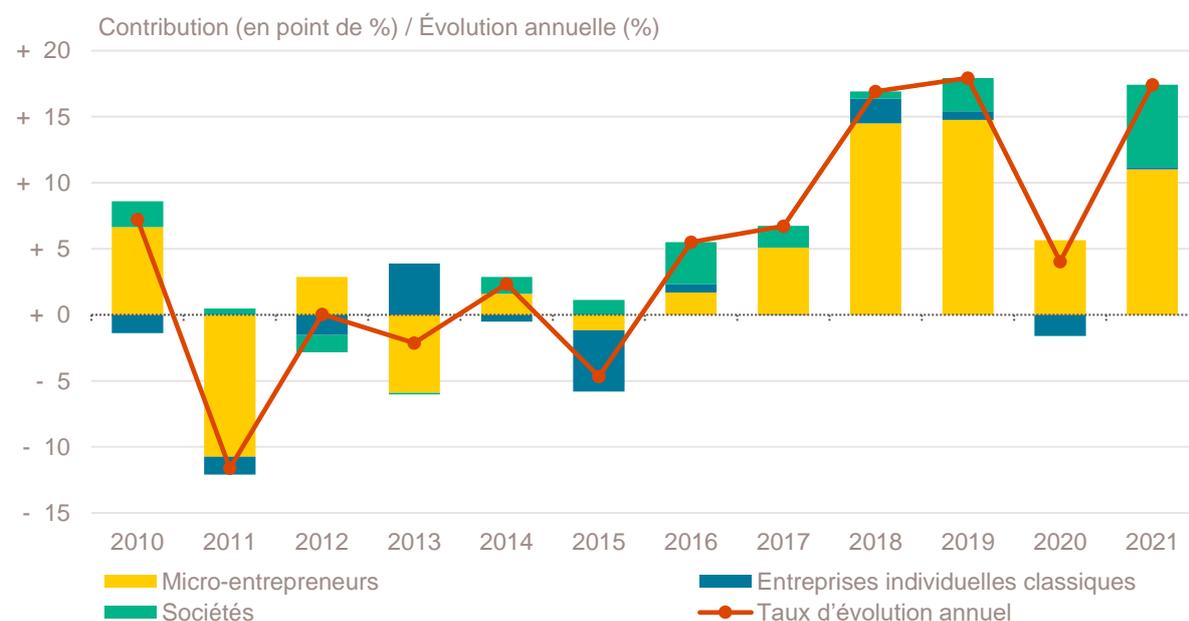
Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

À l'instar des trois dernières années, **les micro-entrepreneurs sont au cœur de la dynamique entrepreneuriale**, expliquant en 2021 près des deux tiers de la croissance globale. Toutefois, si les immatriculations de micro-entrepreneurs ont, à elles seules, soutenu les créations pendant l'année de crise sanitaire, **leur contribution en 2021 est en net repli** par rapport à 2018 et 2019 où elles expliquaient les trois quarts de la croissance du nombre des créations.

L'année 2021 a également connu un **fort regain d'intérêt des porteurs de projet pour les sociétés**, expliquant le tiers restant de la dynamique entrepreneuriale, contre à peine un quart en 2018-2019. Les **SAS & SASU**, qui étaient déjà en forte croissance sur la longue période (+ 23 % en moyenne tous les ans sur la période 2009-2020), **poursuivent dans cette trajectoire en 2021** (+ 26 %). En revanche, **les EURL & SARL connaissent une forte accélération** avec une évolution de + 22 % par rapport à 2020, contre une évolution annuelle moyenne de - 6 % sur longue période.

Évolution de la création d'entreprise en France et contribution par statut juridique, 2010-2021



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

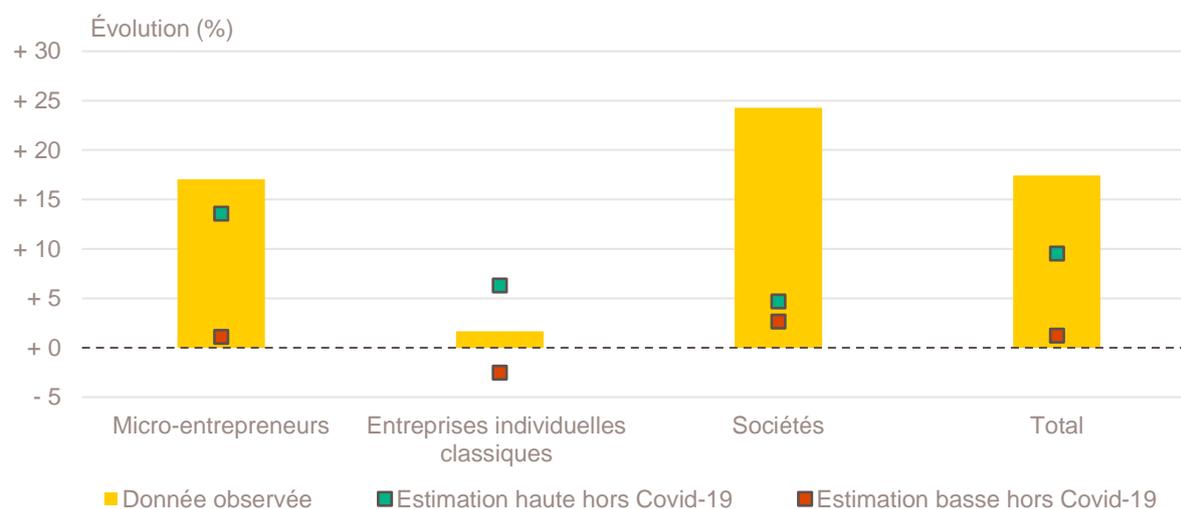
En comparaison d'une année 2021 sans crise sanitaire, seules les entreprises classiques individuelles connaissent une évolution normale, tandis que micro-entrepreneurs et sociétés font preuve d'une dynamique plus forte que prévue.

En effet, **la forte dynamique connue par les sociétés courant 2021 (+ 24 %) dépasse très largement les attentes (estimations entre + 3 % et + 5 %)**. Cette poussée importante des sociétés ne pourrait être expliquée par des évolutions réglementaires, le cadre juridique régissant les sociétés ayant peu évolué entre 2020 et 2021 (voir encadré ci-après). Elle est notamment due à une forte **accélération de la création de SARL & EURL**, les SAS & SASU poursuivant leur tendance de long terme. Cet engouement pour les SARL & EURL se manifeste surtout dans le commerce, l'hébergement, l'immobilier et l'enseignement (évolutions comprises entre + 28 % et + 35 %). À cela s'ajoute le dynamisme des activités financières et d'assurance (+ 31 %), où 1 créateur sur 6 a également choisi ce statut juridique.

Pour les micro-entrepreneurs, l'estimation basse projette un essoufflement de ce statut pour un retour progressif vers les niveaux de 2010-2011, tandis que la projection haute anticipe la poursuite de la forte croissance de ce statut observée depuis 2017. Ainsi, l'évolution estimée se situe entre + 1 % et + 14 %. Toutefois, **la croissance observée dépassant de 3 points la valeur haute de la fourchette, les immatriculations sous le régime du micro-entrepreneurs surperforment en 2021.**

La création des entreprises classiques individuelles **a augmenté modérément en 2021, de + 2 %, une évolution comprise dans la fourchette estimée (- 3 % et + 6 %), indiquant ainsi une évolution « normale » du nombre de créations d'entreprises individuelles classiques.**

Évolution observée et estimée de la création d'entreprise en France par statut juridique, 2021



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

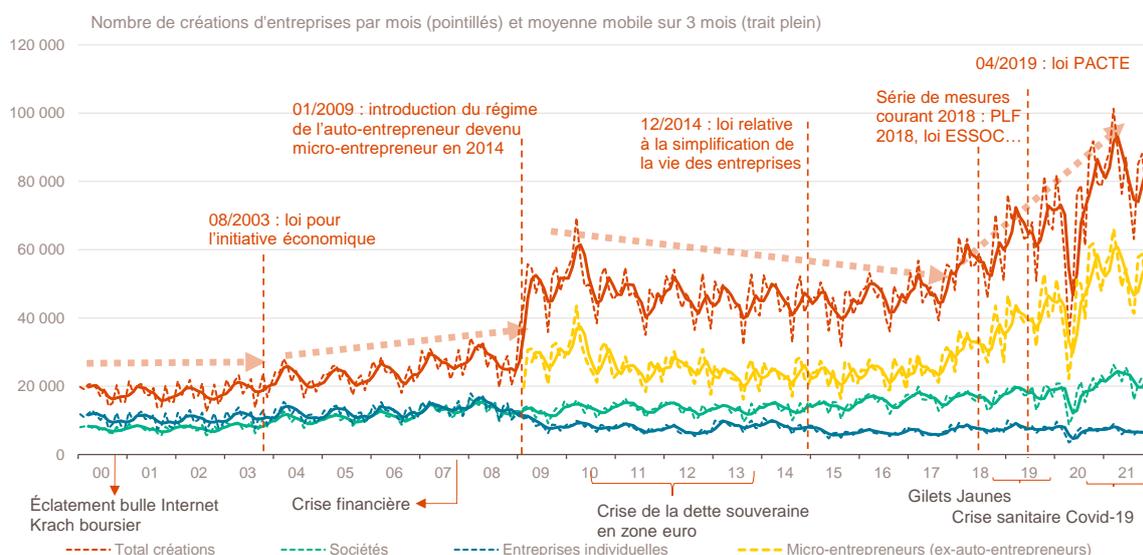
Évolutions juridiques et réglementaires au 1^{er} janvier 2021

Depuis 2018, une série de mesures ont profité aux entreprises individuelles, notamment aux micro-entrepreneurs : le doublement des seuils de chiffre d'affaires permettant d'accéder au régime fiscal simplifié, le congé maternité unique (depuis la rentrée 2017) élargissant les droits de congé maternité des femmes dont l'activité est immatriculée sous le régime du micro-entrepreneur, le prélèvement à la source, les mesures prévues par loi Pacte du 22 mai 2019, etc.

Par ailleurs, il convient de noter quelques nouvelles mesures juridiques et réglementaires qui ont pu impacter les créateurs et les entrepreneurs en 2021 :

1. **Nouvelle aide exceptionnelle pour l'embauche des jeunes** pour les entreprises qui recrutent un salarié de moins de 26 ans, en CDI ou en CDD de 3 mois au moins.
2. **Simplification de la déclaration obligatoire d'emploi** d'un travailleur handicapé.
3. **Nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés** et **extension du taux réduit** de 15 % pour les PME qui remplissent les conditions pour en bénéficier.
4. **Crédit d'impôt pour les bailleurs** qui ont consenti des abandons de loyer aux entreprises les plus impactées par la crise de la Covid-19.
5. **Taux d'imposition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** réduit de moitié.
6. **Réduction générale sur les cotisations** d'accidents du travail-maladies professionnelles.
7. **Reconduction de l'exonération** des cotisations patronales et de l'aide au paiement des cotisations.

Création d'entreprise par statut juridique et évolutions réglementaires, 2000-2021



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Pour en savoir plus :

- BPIFRANCE CRÉATION. « Entrepreneurs, ce qui change pour vous au 1^{er} janvier 2021 », rubrique en ligne.

Tendances sectorielles

En 2021 comme en 2020, les **activités scientifiques et techniques, les transports et entreposage et la construction sont les trois premiers secteurs en nombre de créations d'entreprises** : avec plus de 378 000 entreprises créées, ils concentrent 38 % des nouvelles immatriculations. Si les deux premiers secteurs sont également les plus grands contributeurs à cet élan entrepreneurial, comptant pour un tiers de celui-ci, le troisième secteur contributif n'est pas la construction mais les services en direction des personnes. À eux trois, **ils expliquent la moitié de la croissance du nombre de créations d'entreprise en 2021**.

Les secteurs des services en direction des personnes (+ 42 %), de l'enseignement (+ 35 %) et des activités financières et d'assurance (+ 31 %) ont été les plus dynamiques par rapport à 2020. Mais **en termes de taux de renouvellement des entreprises, les transports et entreposage arrivent en tête**, avec 624 créations pour 1 000 entreprises existantes en 2019 (dernière donnée disponible), et de loin, car **le suivant est le secteur de l'information et communication** avec un taux de 253 ‰. De tels niveaux de renouvellement sont synonymes d'un marché très concurrentiel avec beaucoup d'entrées et/ou de sorties, surtout lorsque les micro-entrepreneurs dominent la création d'activité dans le secteur. Par exemple, dans les transports et entreposage, 9 créations d'entreprises sur 10 en 2021 ont été effectuées sous ce régime dont le taux de pérennité à 3 ans est très faible : seulement 16 % des micro-entrepreneurs de la génération 2014 étaient encore en activité trois ans plus tard dans ce secteur, contre 36 % tous secteurs confondus. Le taux de pérennité à trois ans des micro-entrepreneurs reste également faible dans l'information et communication, les activités financières et d'assurance et les activités immobilières (entre 26 % et 30 %), mais monte jusqu'à 60 % dans le secteur de la santé et de l'action sociale (où le taux de renouvellement est particulièrement faible).

Création d'entreprise en France par secteur d'activité, 2021

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution annuelle %	TCAM 2009-2020 %	Contribution point de %	Taux de renouvellement ‰
Activités secondaires	133 543	58,7	+ 13,0	+ 0,8	+ 1,8	137
Industrie	44 793	70,3	+ 18,8	+ 2,9	+ 0,8	160
Construction	88 750	52,9	+ 10,3	+ 0,0	+ 1,0	128
Activités de type commerce	257 397	63,2	+ 14,4	+ 0,6	+ 3,8	154
Commerce de détail	78 787	57,9	+ 5,1	- 1,8	+ 0,4	139
Commerce de gros	35 027	56,0	+ 7,4	+ 2,0	+ 0,3	150
Commerce de bouche ^a	3 050	31,8	+ 29,0	+ 1,2	+ 0,1	67
Commerce et réparation automobiles	24 430	57,8	+ 7,8	+ 5,8	+ 0,2	175
Hébergement	5 427	34,4	+ 16,9	+ 4,0	+ 0,1	93
Restauration	34 737	46,0	+ 0,9	+ 3,6	+ 0,0	123
Services en direction des personnes	75 939	84,8	+ 42,4	+ 0,2	+ 2,7	218
Activités de type services	604 928	66,2	+ 19,8	+ 6,2	+ 11,8	216
Immobilier	43 981	39,5	+ 24,3	+ 7,6	+ 1,0	180
Transports et entreposage	126 242	86,6	+ 24,9	+ 25,3	+ 3,0	624
Activités scientifiques et techniques	163 488	68,4	+ 17,2	+ 4,5	+ 2,8	227
Activités de soutien aux entreprises	66 453	67,0	+ 22,6	+ 3,0	+ 1,4	224
Information et communication	53 635	67,8	+ 25,4	+ 3,2	+ 1,3	253
Enseignement	46 791	85,7	+ 34,8	+ 3,2	+ 1,4	212
Arts, spectacles et activités récréatives	30 890	56,6	+ 7,1	+ 3,8	+ 0,2	174
Santé humaine et action sociale ^b	45 511	42,6	- 3,1	+ 5,5	- 0,2	85
Activités financières et d'assurance	27 937	14,8	+ 30,6	+ 5,4	+ 0,8	144
Activités des sociétés holding	9 871	---	+ 35,7	+ 2,7	+ 0,3	93
Total France entière	995 868	64,4	+ 17,4	+ 3,5	+ 17,4	181

a. Ce secteur, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française, NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en 2021, 44 793 entreprises ont vu le jour dans l'industrie (dont 70 % de micro-entrepreneurs), en hausse de + 18,8 % par rapport à 2020, contre un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de + 2,9 % entre 2009 et 2020. Compte tenu de son poids dans l'évolution globale, la contribution de l'industrie à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France en 2021 est de + 0,8 point de pourcentage. Étant donné qu'au 31 décembre 2019, le secteur comptait 280 153 entreprises, le taux de renouvellement des entreprises en 2021 est de 160 créations pour 1 000 entreprises existantes.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

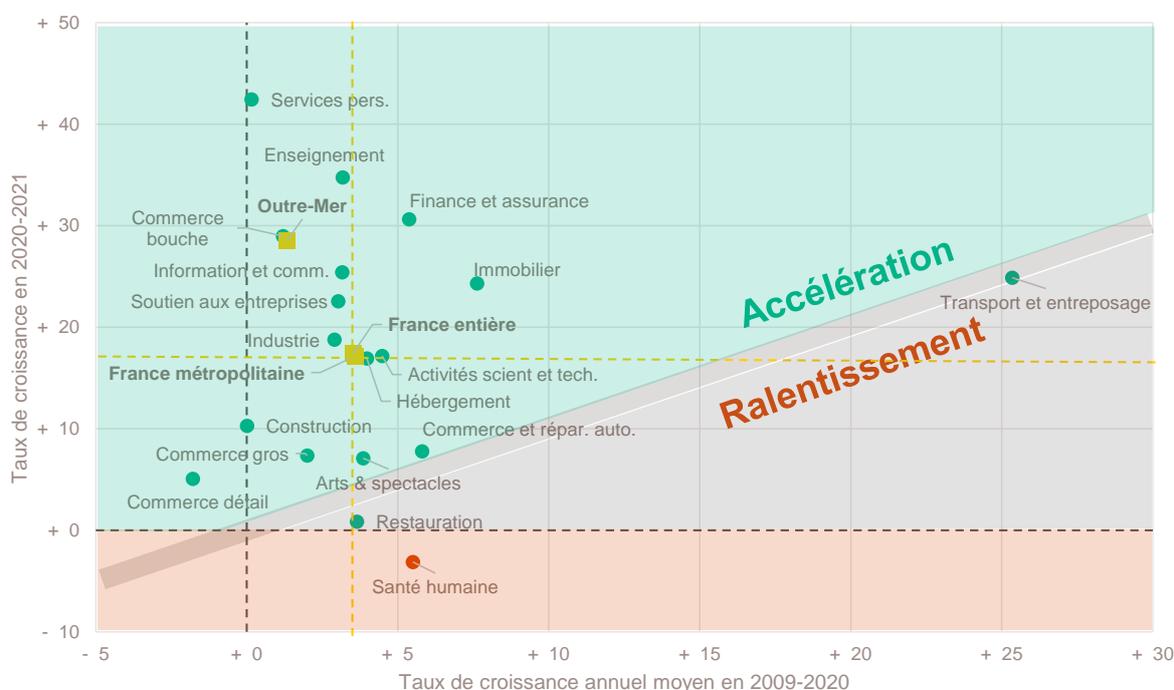
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

En 2021, la création d'entreprise est en hausse dans tous les secteurs à l'exception de la santé humaine et de l'action sociale (- 3,1 %). Cette baisse révèle un déclin important de la création chez les infirmiers et les sages-femmes (86.90D : - 13,5 %), chez les médecins généralistes (86.21Z : - 35,0 %) et dans les autres activités des médecins spécialistes (86.22C : - 20,9 %), alors que les deux premières activités étaient en hausse constante depuis 2009.

La création d'entreprise dans la restauration et les transports et entreposage est en hausse par rapport à 2020 (respectivement + 0,9 % et + 24,9 %), mais il s'agit **d'une évolution modérée** compte tenu de leurs tendances sur les onze dernières années (taux de croissance annuel moyen respectif de + 3,6 % et + 25,3 %). Si le premier est en « ralentissement entrepreneurial », en raison des perturbations et de l'incertitude engendrées par la crise sanitaire (perspectives générales d'activité à des niveaux historiquement bas dans la restauration entre mars 2020 et avril 2021¹), le second suit une évolution conforme à sa tendance de long terme. En effet, **l'évolution fulgurante des autres activités de poste et de courrier** (53.20Z) depuis 2016, se poursuit en 2021 : cette activité constitue encore une fois, à elle-seule, plus du dixième des créations d'entreprises de l'année.

Les autres secteurs sont tous en hausse et en accélération par rapport à leur tendance de long terme. Les plus fortes hausses et accélérations concernent les services en direction des personnes, l'enseignement, les activités de finance et d'assurance et le commerce de bouche. Toutes ces activités, à l'exception de celles de finance et d'assurance, étaient en baisse en 2020, laissant penser à un **rattrapage post-pandémie** (voir page suivante).

Évolution à court et long termes de la création d'entreprise par secteur d'activité, 2021



Lecture : le nombre de créations d'entreprises dans le commerce de détail augmente de + 5,1 % en 2021 par rapport à 2020, alors que ce nombre était en baisse sur les onze dernières années (- 1,8 % tous les ans en moyenne). Le commerce de détail est donc un secteur dont la dynamique entrepreneuriale est en croissance et en accélération par rapport à sa tendance de long terme.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre 2020 et 2021 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (sur 2009-2020 ; en abscisse). La ligne grise représente la zone où l'évolution se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les secteurs en ralentissement (en accélération) en 2021 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes en pointillés jaunes permettent de situer l'évolution de la création d'entreprise dans les secteurs par rapport à la moyenne nationale tous secteurs confondus.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

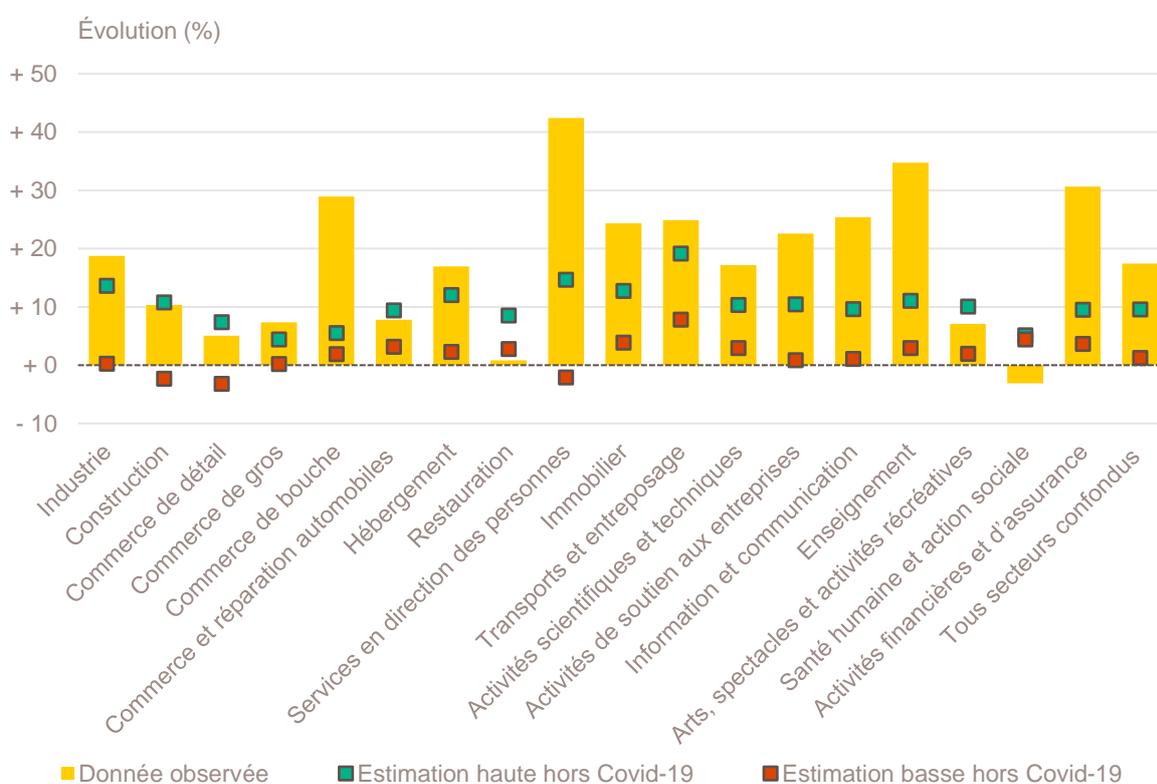
¹ INSEE (2022). « En mai 2022, le climat des affaires en France est stable tandis que le climat de l'emploi s'assombrit légèrement – Climat des affaires – Mai 2022 », Informations rapides, n° 135, 24/05/2022.

En 2021, la plupart des secteurs connaissent une dynamique entrepreneuriale plus forte que celle estimée en 2020 en l'absence de crise sanitaire. Ainsi, neuf secteurs (l'industrie, le commerce de bouche, l'hébergement, les services en direction des personnes, l'immobilier, les activités scientifiques et techniques, les activités de soutien aux entreprises, l'enseignement et les activités financières et d'assurance) **qui avaient vu une partie de leur dynamique amputée en 2020** – donc avec une évolution observée plus faible que la projection hors crise – **surcompensent ce manque à gagner par une très forte reprise en 2021.** D'où leur évolution observée en 2021 nettement supérieure à la fourchette d'évolution « normale ».

À l'inverse, **la construction, le commerce de détail, le commerce et la réparation automobiles ainsi que le secteur des arts, spectacles et activités récréatives semblent avoir achevé leur rattrapage, reprenant un cours « normal » de création d'entreprise en 2021** (évolution observée identique ou presque à l'estimation hors Covid-19).

Enfin, **la restauration et la santé humaine, dont la dynamique observée se révèle très faible par rapport à leur évolution « normale » estimée,** subissent probablement les effets d'hystérèse de la pandémie à l'origine bien souvent d'un comportement de précaution qui aurait poussé certains porteurs de projet à reporter la création effective de leur activité, comme en atteste les résultats de l'Indice entrepreneurial français 2021². Ainsi, même si les restrictions sanitaires ont presque entièrement été levées courant 2021, **l'incertitude sur l'activité des restaurateurs et les effets de la crise sur le secteur de la santé semblent perdurer.**

Évolution observée et estimée de la création d'entreprise en France par secteur, 2021



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

² Selon l'édition 2021 de l'*Indice entrepreneurial français* (IEF 2021), 1 Français sur 5 ayant entrepris des démarches de création d'entreprise entre juin 2020 et juin 2021 (soit plus de 2 % des résidents en France) déclare que la pandémie a coupé court à son projet, et 1 sur 5 l'a mis en suspens ou reporté à une échéance de 6 à 24 mois majoritairement. Par ailleurs, 21 % des Français qui avaient l'intention de créer ou reprendre une entreprise (soit un peu moins de 2 % de la population résidant en France) ont estimé que l'atmosphère d'instabilité induite par la crise sanitaire n'était pas propice au développement de leur projet (source : OBSERVATOIRE DE LA CRÉATION D'ENTREPRISE. IEF 2021 – Focus « *La France un terreau fertile pour l'entrepreneuriat* », enquête bisannuelle menée par Ifop pour Bpifrance Création en juin 2021 auprès de 5 500 personnes résidant en France métropolitaine).

Tendances par activité

En 2021, les trois premières activités porteuses de la création d'entreprise en nombre sont les mêmes qu'en 2020 : autres activités de poste et de courrier, conseil pour les affaires et autres conseils de gestion, et autres services personnels. Ces trois activités constituent un cinquième des nouvelles immatriculations de l'année.

Le **nettoyage courant des bâtiments** et les **agences immobilières** (en 4^e et 5^e position) gagnent chacun une place par rapport à l'année dernière, tandis que **la restauration de type rapide** recule de la 4^e position en 2020 à la 6^e en 2021, un autre signe du ralentissement que connaît ce secteur.

La **vente à distance sur catalogue spécialisé** et le **conseil en relations publiques et communication** grimpent significativement dans le classement (respectivement au 7^e et 9^e rang cette année contre la 13^e et 16^e position en 2020), tandis que la vente à distance sur catalogue général passe de la 7^e à la 15^e position. La baisse qu'a connue la vente sur catalogue général face à la montée de la vente sur catalogue spécialisé pourrait indiquer un **changement dans les modes d'achat et de consommation** des Français.

Deux nouvelles activités font leur entrée dans le Top 20 en 2021 : **le conseil en systèmes et logiciels informatiques** et **la location de terrains et d'autres biens immobiliers**.

Toutes les activités de ce Top 20 ont une dynamique entrepreneuriale **en accélération par rapport à leur tendance de long terme à l'exception de six** (autres activités de poste et de courrier, restauration de type rapide, autres intermédiaires du commerce en produits divers, vente à distance sur catalogue général, commerce de voitures et de véhicules automobiles légers et activités de santé humaine non classées ailleurs).

Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises, 2021

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution 2020-2021 %	TCAM 2009-2020 %	Taux de renouvellement ‰
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	104 723	96,0	+ 26,8	+ 67,6	2 097
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	67 199	70,8	+ 11,8	+ 7,4	305
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	40 730	91,6	+ 62,8	+ 3,1	479
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	26 022	85,8	+ 21,0	+ 13,3	407
6831Z-Agences immobilières	23 559	72,3	+ 16,6	+ 13,0	291
5610C-Restauration de type rapide	23 035	52,9	+ 2,5	+ 7,5	224
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	20 279	67,7	+ 57,3	+ 8,6	812
7410Z-Activités spécialisées de design	19 874	82,1	+ 39,8	+ 1,9	412
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	18 786	89,0	+ 53,0	+ 8,0	472
6201Z-Programmation informatique	18 102	76,1	+ 10,9	+ 5,0	322
8559B-Autres enseignements	16 190	89,2	+ 13,9	+ 10,4	335
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	15 499	82,9	- 0,7	+ 3,8	271
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	14 431	50,2	+ 8,7	- 0,9	121
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	14 049	62,4	+ 10,0	+ 2,5	174
4791A-Vente à distance sur catalogue général	14 012	77,8	- 29,1	+ 13,0	549
9602B-Soins de beauté	13 439	81,3	+ 24,3	+ 1,8	249
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	13 206	60,9	+ 7,3	+ 10,8	265
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	12 068	57,8	+ 61,2	+ 1,3	238
8690F-Activités de santé humaine non classées ailleurs	11 688	91,6	+ 2,2	+ 4,6	141
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	11 117	1,9	+ 34,3	+ 5,7	114

Lecture : en 2021, 104 723 entreprises ont été créées dans les autres activités de poste et de courrier (dont 96,0 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 26,8 % par rapport à 2020 pour un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de + 67,6 % entre 2009 et 2020. Le taux de renouvellement est de 2 097 nouvelles entreprises en 2021 pour 1 000 entreprises existantes en 2019.

Note de lecture : la méthodologie appliquée par l'Insee pour affecter un code APE à chaque création d'entreprise en fonction des informations sectorielles fournies par les CFE est susceptible d'être révisée en cours d'année, entraînant des reclassifications qui ne sont pas prises en compte de façon rétrospective. Ainsi, une proportion de la variation dans le temps du nombre de créations dans une activité peut être liée à cette révision méthodologique.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Le Top 20 des activités en « croissance entrepreneuriale » en 2021 est très différent de celui de l'année précédente : seule l'activité de vente à distance sur catalogue spécialisé (15^e position) était aussi présente dans le Top 20 de 2020. **Les 19 autres activités font leur entrée dans le classement.** De plus, les activités de soutien au spectacle vivant (au 10^e rang du Top croissance cette année) étaient la 7^e plus forte décroissance du nombre de création l'année dernière. **Ces éléments témoignent d'un changement rapide du contexte et des marchés en un an.**

L'année 2021 a vu l'essor de certaines activités de l'information et communication (édition de journaux ; post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision ; traitement de données, hébergement et activités connexes ; conseil en systèmes et logiciels informatiques) **et de l'enseignement.** Ainsi, la création d'entreprise dans la formation continue d'adultes (85.89A), l'enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs (85.51Z) ainsi que dans les autres enseignements (85.59B) sont également en forte progression. **Les activités de location et de location-bail ont également connu un développement important cette année** : la location et location-bail d'articles de loisirs et de sport (77.21Z), de voitures et de véhicules automobiles légers (77.11A) ou d'autres machines, équipements et biens matériels (77.39Z) font partie des 20 activités en plus forte « croissance entrepreneuriale » en 2021.

La création d'entreprise a **très fortement évolué dans l'édition de journaux** (+ 767,5 %) tandis que les autres activités d'accueil ou d'accompagnement sans hébergement d'enfants et d'adolescents ainsi que la vente à distance sur catalogue spécialisé se distinguent par **leur taux de renouvellement très élevé** (respectivement 962 et 812 nouvelles entreprises en 2021 pour 1 000 entreprises existantes en 2019). À l'inverse, malgré la forte croissance des créations, le taux de renouvellement des entreprises est faible dans le traitement/hébergement de données et activités connexes, l'action sociale sans hébergement, les activités de soutien au spectacle vivant, les autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé ou la location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels ; ce qui peut s'expliquer par un nombre important d'acteurs déjà présents – et potentiellement pérennes – sur le marché.

Toutes les activités de ce Top 20 ont une dynamique entrepreneuriale **en accélération par rapport à leur tendance de long terme** : elles ont toutes connu en 2021 une évolution supérieure à leur taux de croissance annuel moyen des onze dernières années.

Top 20 des activités en croissance du nombre de créations d'entreprises, 2021

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution 2020-2021 %	TCAM 2009-2020 %	Taux de renouvellement ‰
5813Z-Édition de journaux	1 466	92,3	+ 767,5	+ 2,9	597
5912Z-Post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision	1 570	88,7	+ 256,0	- 2,8	497
8559A-Formation continue d'adultes	9 362	66,7	+ 189,9	- 10,7	229
8899A-Autre accueil ou accomp. sans hébergement d'enfants et d'adolescents	906	96,8	+ 149,6	+ 34,3	962
9604Z-Entretien corporel	6 088	88,7	+ 127,3	- 5,1	340
7721Z-Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport	926	36,8	+ 78,8	+ 2,5	254
6311Z-Traitement de données, hébergement et activités connexes	962	54,8	+ 76,5	- 1,6	160
8899B>Action sociale sans hébergement n.c.a.	2 210	93,0	+ 74,8	+ 13,9	186
3299Z-Autres activités manufacturières n.c.a.	3 482	88,8	+ 73,8	+ 3,4	543
9002Z-Activités de soutien au spectacle vivant	2 004	85,1	+ 66,7	- 4,0	195
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	40 730	91,6	+ 62,8	+ 3,1	479
4729Z-Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé	1 414	21,3	+ 62,0	- 4,4	117
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	12 068	57,8	+ 61,2	+ 1,3	238
7711A-Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers	2 349	25,9	+ 58,6	+ 8,2	301
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	20 279	67,7	+ 57,3	+ 8,6	812
9319Z-Autres activités liées au sport	2 478	67,4	+ 53,9	- 1,5	189
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	18 786	89,0	+ 53,0	+ 8,0	472
7739Z-Loca et loca-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.	642	34,9	+ 52,1	+ 1,1	130
1072Z-Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation	751	80,7	+ 50,2	+ 16,0	399
7010Z-Activités des sièges sociaux	6 139	0,0	+ 48,0	+ 11,6	234

Lecture : en 2021, 1 466 entreprises ont été créées dans l'édition de journaux (dont 92,3 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 767,5 % par rapport à 2020 pour un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de + 2,9 % entre 2009 et 2020. Le taux de renouvellement est de 597 nouvelles entreprises en 2021 pour 1 000 entreprises existantes en 2019.

Notes de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile de l'année analysée (à savoir les activités avec plus de 630 créations d'entreprises en France en 2021). La méthodologie appliquée par l'Insee pour affecter un code APE à chaque création d'entreprise en fonction des informations sectorielles fournies par les CFE est susceptible d'être révisée en cours d'année, entraînant des reclassifications qui ne sont pas prises en compte de façon rétrospective. Ainsi, une proportion de la variation dans le temps du nombre de créations dans une activité peut être liée à cette révision méthodologique.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Comme les plus fortes croissances, **le classement des activités en plus forte « décroissance entrepreneuriale » a également fortement évolué par rapport à 2020**. Seules quatre activités déjà présentes en 2020, sont toujours dans ce Top 20 en 2021. Il s'agit du commerce de détail de textiles sur éventaires et marchés, des autres activités récréatives et de loisirs, des débits de boissons et du commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé. Plus étonnant encore, **les deux activités en queue de peloton – activité des médecins généralistes et vente à distance sur catalogue général – faisaient partie des 20 plus fortes « croissances entrepreneuriales » l'année dernière**. Ces deux activités ont probablement connu un pic l'année dernière en raison du contexte particulier, avant de subir une correction naturelle cette année.

Au global, **les activités commerciales** (vente à distance sur catalogue général, commerce de détail d'équipements automobiles, de textiles/habillement sur éventaires et marchés et en magasin spécialisé, vente à domicile) **et liées à la santé humaine** (médecins généralistes, accueil de jeunes enfants, autres activités des médecins spécialistes, infirmiers et sages-femmes) **prédominent parmi les activités en forte décroissance de leur dynamique entrepreneuriale**.

La plupart des activités en « décroissance entrepreneuriale » ont également un taux de renouvellement d'entreprise faible, à l'exception de la vente à distance sur catalogue général, des portails Internet ou des activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses. Étant donné leur taux élevé de croissance sur longue période, il est probable que ces activités aient connu un engouement par le passé avant d'atteindre un plafond, avec pour conséquence, moins de créations en 2021 qu'en 2020 malgré un nombre restreint d'acteurs présents sur le marché.

Toutes les activités de ce Top 20 ont une dynamique entrepreneuriale **en ralentissement par rapport à leur tendance de long terme** (sauf la réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques qui suit une évolution identique à sa tendance de long terme) : elles ont toutes connu en 2021 une évolution inférieure à leur taux de croissance annuel moyen des onze dernières années.

Top 20 des activités en décroissance du nombre de créations d'entreprises, 2021

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution 2020-2021 %	TCAM 2009-2020 %	Taux de renouvellement ‰
8621Z-Activité des médecins généralistes	3 187	1,8	- 35,0	+ 10,6	45
4791A-Vente à distance sur catalogue général	14 012	77,8	- 29,1	+ 13,0	549
8891A-Accueil de jeunes enfants	1 159	57,7	- 27,8	+ 19,4	156
4532Z-Commerce de détail d'équipements automobiles	929	44,2	- 27,4	+ 4,2	103
4782Z-Comm. de détail de textiles, habillement etc. sur éventaires et marchés	2 243	90,9	- 26,1	- 8,1	116
8219Z-Photocopie, prépa. de documents et autres activités de soutien de bureau	3 462	89,0	- 24,6	- 2,1	172
8622C-Autres activités des médecins spécialistes	2 297	3,7	- 20,9	+ 6,8	55
7311Z-Activités des agences de publicité	2 745	56,1	- 18,8	- 0,4	102
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	9 202	86,7	- 18,2	+ 7,4	165
4799A-Vente à domicile	1 494	58,2	- 18,0	- 11,7	82
1813Z-Activités de pré-presse	1 581	81,2	- 15,9	+ 1,8	118
5811Z-Édition de livres	1 131	72,1	- 14,8	+ 12,0	173
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	8 126	5,9	- 13,5	+ 5,6	74
6312Z-Portails Internet	1 504	46,8	- 13,5	+ 10,2	205
9511Z-Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques	1 282	83,3	- 11,0	- 11,1	115
5630Z-Débits de boissons	2 193	10,4	- 10,0	+ 1,6	51
4771Z-Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	3 660	46,0	- 9,4	- 1,9	80
7490B-Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	7 466	74,6	- 9,3	+ 6,1	227
5911A-Production de films et de programmes pour la télévision	2 115	46,2	- 8,8	+ 9,3	187
4339Z-Autres travaux de finition	2 321	75,8	- 8,1	- 4,4	115

Lecture : en 2021, 3 187 entreprises ont été créées dans les activités des médecins généralistes (dont 1,8 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 35,0 % par rapport à 2020 pour un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de + 10,6 % entre 2009 et 2020. Le taux de renouvellement est de 45 nouvelles entreprises en 2021 pour 1 000 entreprises existantes en 2019.

Notes de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile de l'année analysée (à savoir les activités avec plus de 630 créations d'entreprises en France en 2021). La méthodologie appliquée par l'Insee pour affecter un code APE à chaque création d'entreprise en fonction des informations sectorielles fournies par les CFE est susceptible d'être révisée en cours d'année, entraînant des reclassifications qui ne sont pas prises en compte de façon rétrospective. Ainsi, une proportion de la variation dans le temps du nombre de créations dans une activité peut être liée à cette révision méthodologique.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

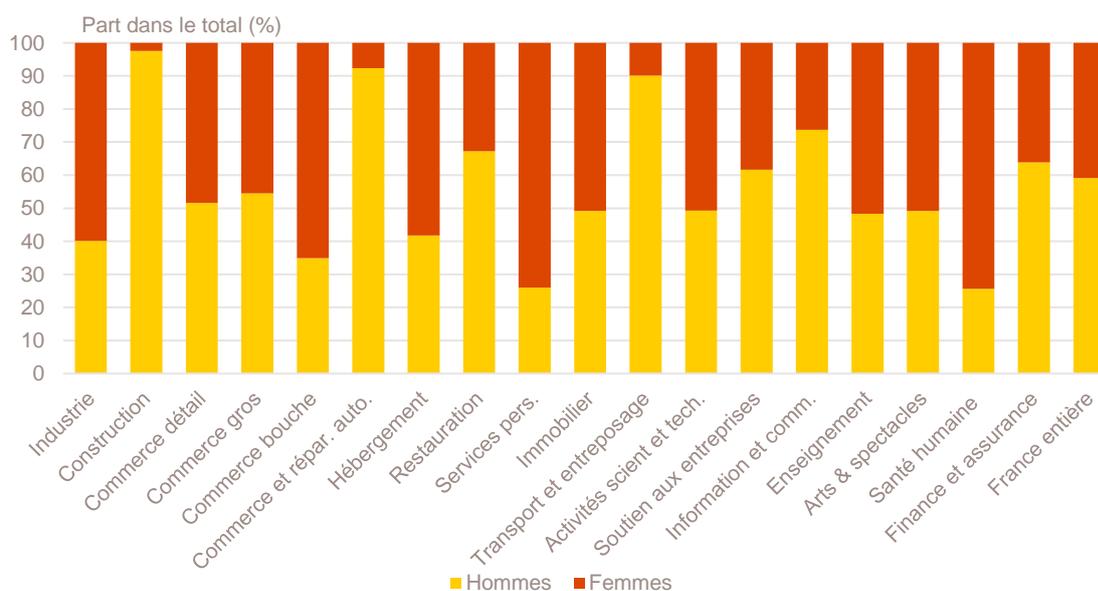
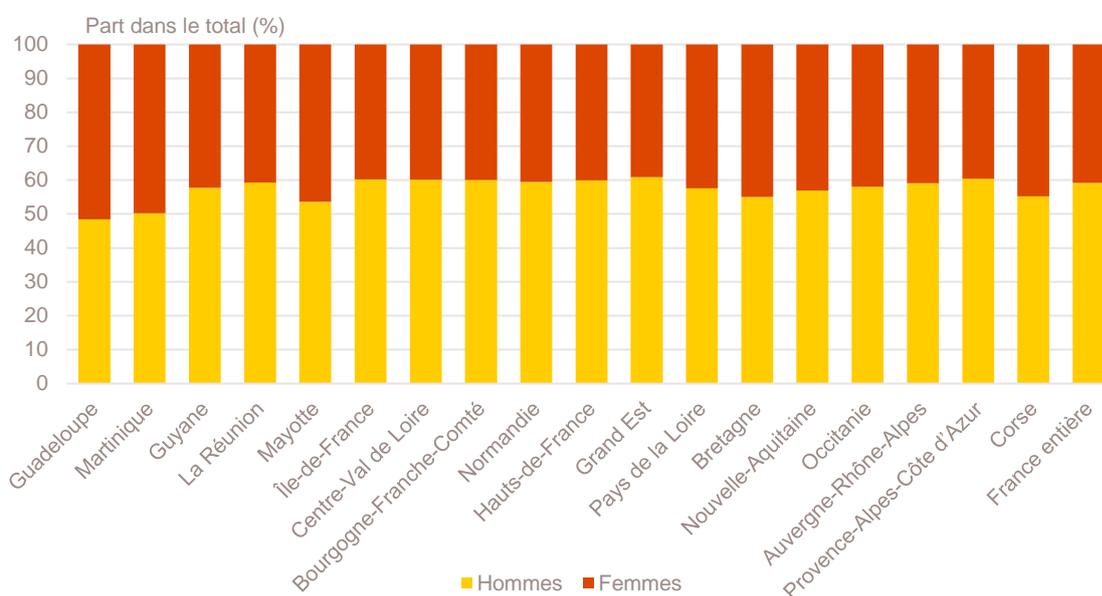
2. PROFIL DU CREATEUR

Selon le genre

En 2021, 41 % des entreprises individuelles ont été créées par des femmes contre 39 % en 2020. Si au niveau régional la part des femmes s'étend de 40 % dans 9 régions à 52 % en Guadeloupe, les écarts s'intensifient au niveau sectoriel. Ainsi, dans la construction, seul 2 % des créateurs d'entreprises individuelles sont des femmes, tandis que 3 créations sur 4 dans les secteurs de la santé humaine et de l'action sociale et des services en direction des personnes sont portées par des femmes. Le commerce et la réparation automobile ainsi que les transports et entreposage demeurent des secteurs très masculins, plus de 9 créateurs sur 10 étant des hommes.

Par rapport à 2020, l'entrepreneuriat féminin a gagné du terrain en Île-de-France (passant de 36 % à 40 % de femmes créatrices) **et en Corse** (de 41 % à 45 %), tandis que le profil du créateur d'entreprises individuelles s'est davantage masculinisé en Guyane (passant de 53 % à 58 % d'hommes). Parallèlement, les secteurs qui se sont les plus féminisés en 2021 sont le commerce de détail (de 43 % à 48 %), le commerce de bouche (de 58 % à 65 %) et la restauration (de 26 % à 33 %).

Genre des créateurs d'entreprises individuelles par région et par secteur, 2021



Champ : France entière, entreprises individuelles dans les activités marchandes non agricoles (données brutes).

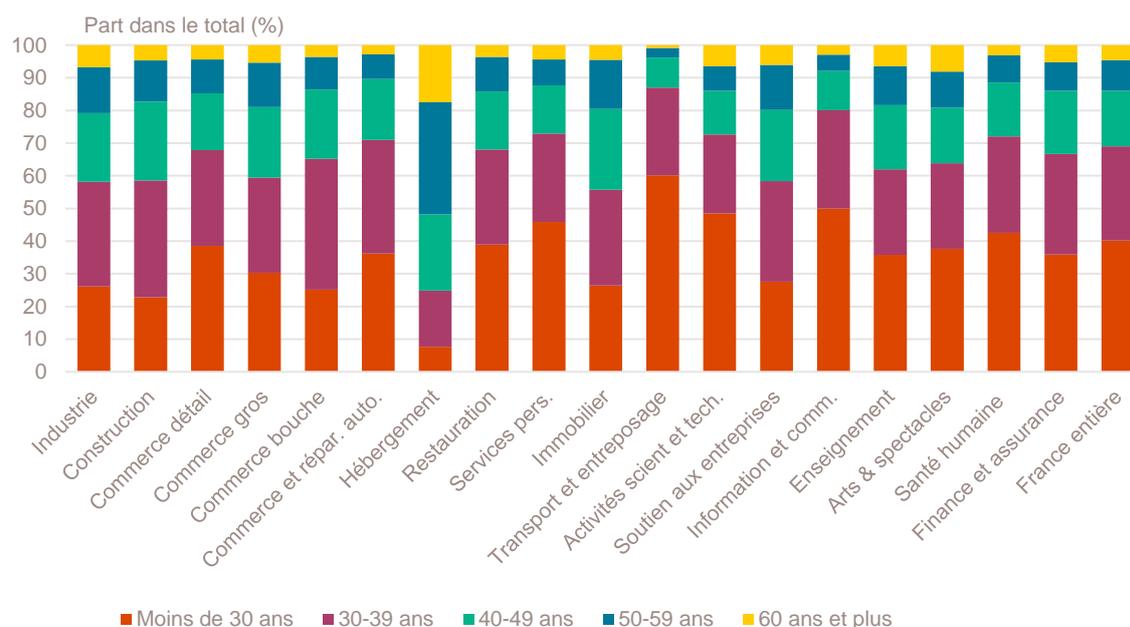
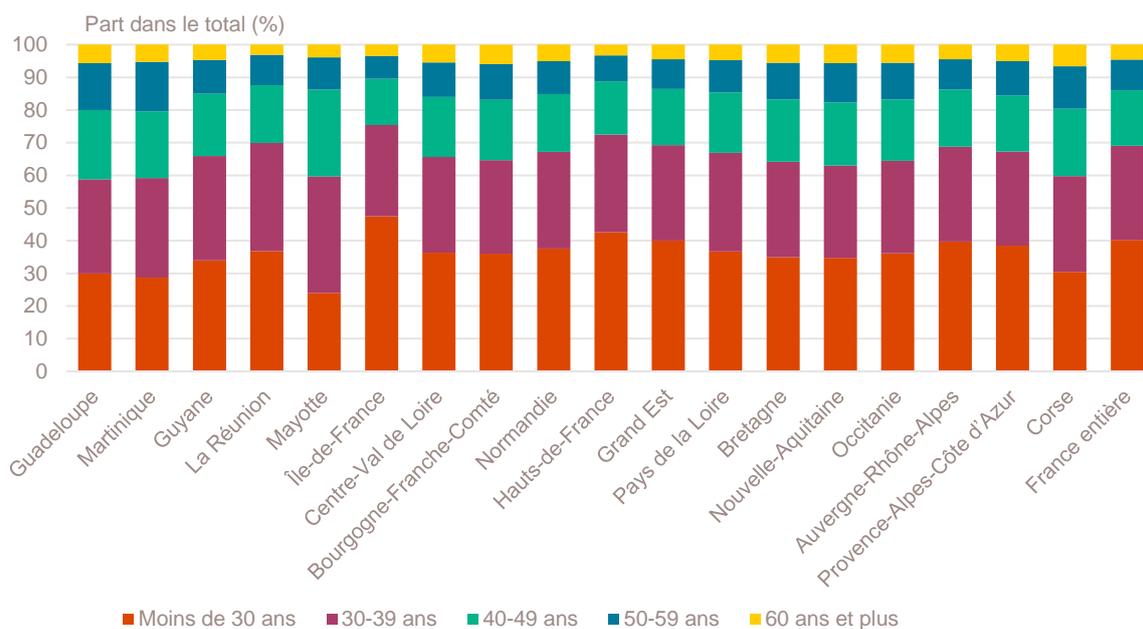
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Selon l'âge

En 2021, 4 entreprises individuelles sur 10 ont été créées par des jeunes de moins de 30 ans. L'entrepreneuriat par les jeunes est plus présent en région Île-de-France (47 % de jeunes créateurs) mais aussi dans les Hauts-de-France (43 %) qui restent au-dessus du niveau national. Comme pour la répartition genrée, la répartition par tranche d'âge est également plus hétérogène au niveau sectoriel. Si dans les transports et entreposage, 60 % des créateurs ont moins de 30 ans, ils sont seulement 8 % dans l'hébergement en 2021. Parallèlement, 17 % des créations dans ce secteur sont réalisées par les 60 ans et plus (contre 5 % des créateurs tous secteurs confondus).

L'entrepreneuriat des jeunes en 2021 a notamment progressé à La Réunion (de 32 % à 37 %) **mais aussi dans le secteur de la santé humaine et de l'action sociale** (de 38 % à 43 %), tandis qu'il a reculé dans le commerce de détail et dans la restauration (de 44 % à 39 % dans les deux secteurs).

Tranche d'âge des créateurs d'entreprises individuelles par région et par secteur, 2021



Champ : France entière, entreprises individuelles dans les activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

3. ÉVOLUTIONS RÉGIONALES

Attractivité des régions

Au regard de la dynamique entrepreneuriale en 2021, il est possible de **diviser la France en trois grandes zones** :

- **La région francilienne** concentre un nombre important de créations (28 % du total en 2021) et présente un fort taux de renouvellement (200 créations en 2021 pour 1 000 entreprises en 2019) qui s'explique essentiellement par l'attractivité du département de Paris (75). Elle est aussi marquée par la plus faible évolution annuelle du nombre de créations (+ 9,3 %), vraisemblablement en raison de la taille importante du marché, mais aussi du fait d'un mouvement de localisation des nouvelles entreprises dans les zones rurales et les petites villes (voir *infra*). Toutefois, cette évolution des créations d'entreprises en Île-de-France en 2021 reste supérieure à la dynamique entrepreneuriale régionale des dix dernières années (+ 6,2 %).
- **La Métropole continentale** (hors Corse et Île-de-France) fait preuve d'une dynamique importante avec une évolution comprise entre + 14,2 % en Auvergne-Rhône-Alpes et + 25,2 % dans le Grand Est ; mais son taux de renouvellement de niveau moyen, 175 ‰, présente peu de dispersion. C'est aussi la zone qui concentre la plus grande proportion de micro-entrepreneurs, avec plus ou moins deux tiers des créateurs s'immatriculant sous ce régime dans chaque région, à l'exception de la Bretagne où leur part atteint 60,7 %.
- **La France insulaire et ultramarine** montre la plus forte dynamique entrepreneuriale avec une croissance comprise entre + 19,4 % en Guadeloupe et + 49,6 % en Guyane, malgré des taux de renouvellement qui restent en dessous de la moyenne nationale. Ils sont particulièrement faibles en Corse, en Guadeloupe et en Martinique. C'est aussi la zone avec la plus basse proportion de micro-entrepreneurs.

Création d'entreprise en France par région, 2021

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution annuelle %	TCAM 2009-2020 %	Taux de renouvellement ‰
Île-de-France	275 206	61,7	+ 9,3	+ 6,2	200
Centre-Val de Loire	27 450	66,0	+ 23,9	+ 2,1	180
Bourgogne-Franche-Comté	28 495	67,8	+ 17,7	+ 1,9	159
Normandie	33 511	65,8	+ 17,5	+ 2,7	169
Hauts-de-France	62 396	68,0	+ 21,3	+ 3,5	190
Grand Est	59 583	66,1	+ 25,2	+ 2,0	171
Pays de la Loire	42 695	63,3	+ 22,6	+ 3,2	176
Bretagne	35 082	60,7	+ 24,3	+ 2,3	163
Nouvelle-Aquitaine	83 864	66,6	+ 21,1	+ 2,7	177
Occitanie	93 085	66,8	+ 19,3	+ 2,2	180
Auvergne-Rhône-Alpes	118 277	65,3	+ 14,2	+ 3,9	178
Provence-Alpes-Côte d'Azur	104 068	67,3	+ 25,0	+ 1,8	186
Corse	5 669	56,1	+ 20,8	+ 0,9	133
France métrop. hors Île-de-France	694 175	66,0	+ 20,6	+ 2,6	177
France métropolitaine	969 381	64,8	+ 17,1	+ 3,6	183
France d'outre-mer	26 487	50,5	+ 28,5	+ 1,3	138
Guadeloupe	6 370	49,1	+ 19,4	+ 0,6	116
Martinique	5 002	44,8	+ 32,1	- 1,6	114
Guyane	2 777	49,5	+ 49,6	+ 1,1	160
La Réunion	10 537	58,4	+ 27,3	+ 2,0	163
Mayotte	1 801	27,0	+ 33,2	+ 6,0	157
France entière	995 868	64,4	+ 17,4	+ 3,5	181

Lecture : en 2021, 27 450 entreprises ont été créées en Centre-Val de Loire (dont 66,0 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 23,9 % par rapport à 2020 alors que le taux de croissance annuel moyen (TCAM) est de + 2,1 % entre 2009 et 2020. Le taux de renouvellement des entreprises est de 180 ‰, soit 180 nouvelles entreprises en 2021 pour 1 000 entreprises existantes en 2019 dans la région.

Note de lecture : voir l'Annexe 1 et l'Annexe 2 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Dynamique des régions

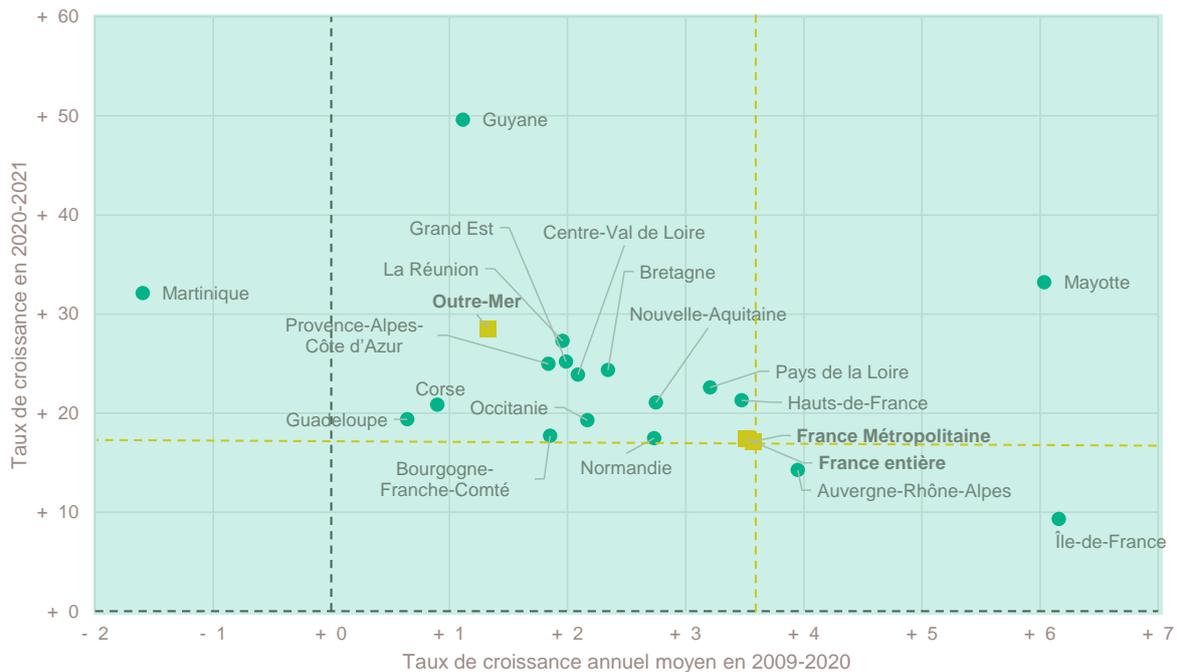
En 2021, la dynamique entrepreneuriale est en hausse et s'accélère sur l'ensemble du territoire.

Chaque région connaît en effet une croissance entrepreneuriale positive et plus élevée que sur la décennie précédente.

Cet engouement pour la création d'entreprise est le plus élevé dans le Grand Est pour la Métropole (alors que la Région est nettement en deçà de l'évolution nationale sur la dernière décennie), et explose en Guyane pour les territoires d'Outre-mer.

Seules les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Île-de-France présentent, en 2021, des évolutions inférieures à l'évolution nationale (respectivement + 14 % et + 9 %). Elles restent néanmoins supérieures à leur taux de croissance annuel moyen des onze dernières années (respectivement + 4 % et + 6 %).

Évolution à court et à long termes de la création d'entreprise par région, 2021



Lecture : la création d'entreprise en Normandie augmente de + 17,5 % en 2021 par rapport à 2020 et progresse sur les onze dernières années (+ 2,7 % tous les ans en moyenne). En 2021, la Normandie témoigne donc d'une dynamique entrepreneuriale en hausse et en accélération par rapport à sa tendance de long terme.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre 2020 et 2021 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (sur 2009-2020 ; en abscisse). Les axes en pointillés jaunes permettent de situer l'évolution de la création d'entreprise dans les secteurs par rapport à la moyenne nationale tous secteurs confondus.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

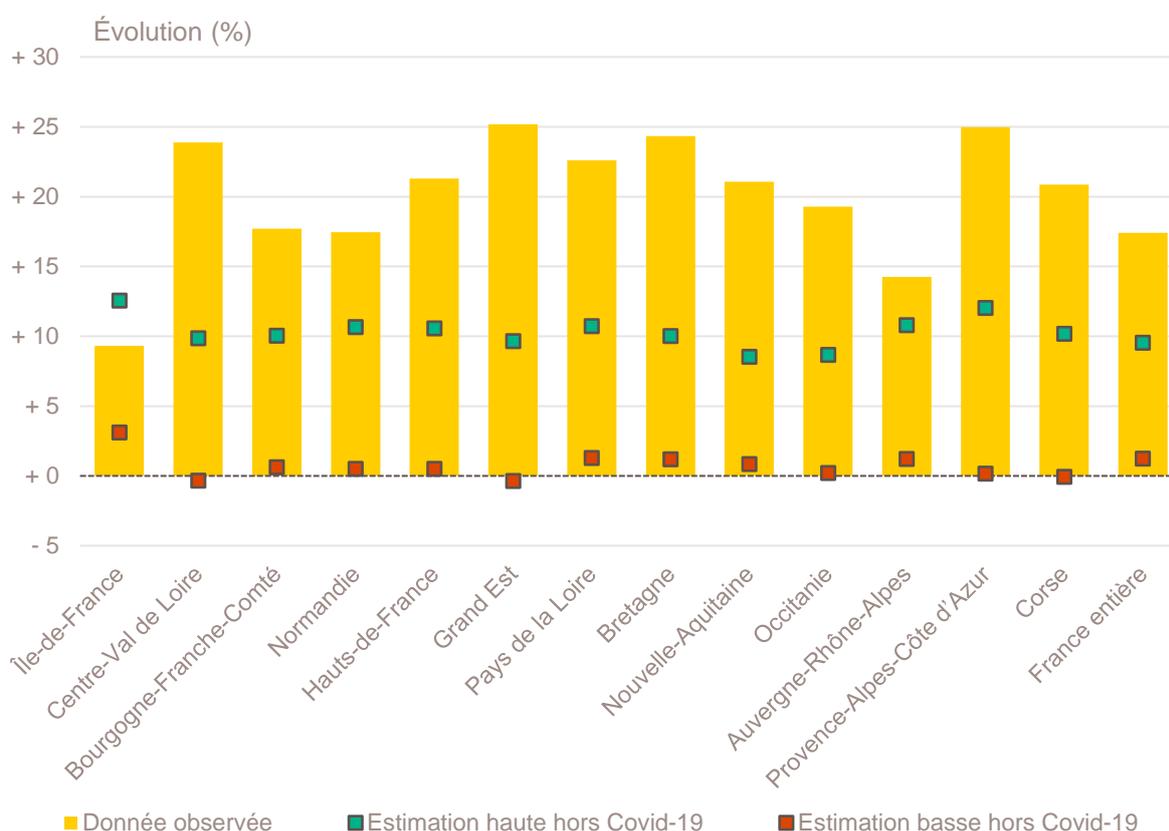
En 2021, toutes les régions à l'exception de l'Île-de-France ont connu une dynamique entrepreneuriale plus forte que ce qui aurait été attendu un an auparavant, en l'absence de crise sanitaire. C'est par exemple le cas du Centre-Val de Loire, du Grand Est ou de la Bretagne où la croissance observée, avoisinant les + 25 % par rapport à 2020, dépasse largement des projections d'évolutions comprises entre + 0 % et + 10 %. À l'inverse, la dynamique entrepreneuriale en Île-de-France connaît une évolution en ligne avec les projections qui font abstraction des périodes de creux et de surcroissance en réaction aux restrictions sanitaires imposées au cours de l'année 2020 : + 9 % observés pour une fourchette d'évolution prévisionnelle entre + 3 % et + 13 %.

En 2020, toutes les régions hormis Île-de-France et Pays de la Loire ont fortement subi la crise, avec des évolutions de la création d'entreprise par rapport à 2019 inférieures aux projections sans pandémie. Seules ces deux régions ont connu des évolutions comprises entre les estimations hautes et basses, signifiant une dynamique globale peu ou pas perturbée par la crise sanitaire.

Ainsi, pour la deuxième année consécutive, la création d'entreprise suit son **cours normal en Île-de-France** en 2021. Pour les **Pays de la Loire**, la situation qui fait suite à une année 2020 qui s'est *a priori* déroulé normalement, traduit une réelle poussée de la dynamique entrepreneuriale.

La surperformance en 2021 des 11 autres Régions métropolitaines en matière de création d'entreprise, montre un phénomène de surcompensation qui va bien au-delà d'un simple phénomène de rattrapage provoqué par le recul des créations en 2020 dans ces régions.

Évolution observée et estimée de la création d'entreprise en France métropolitaine par région, 2021



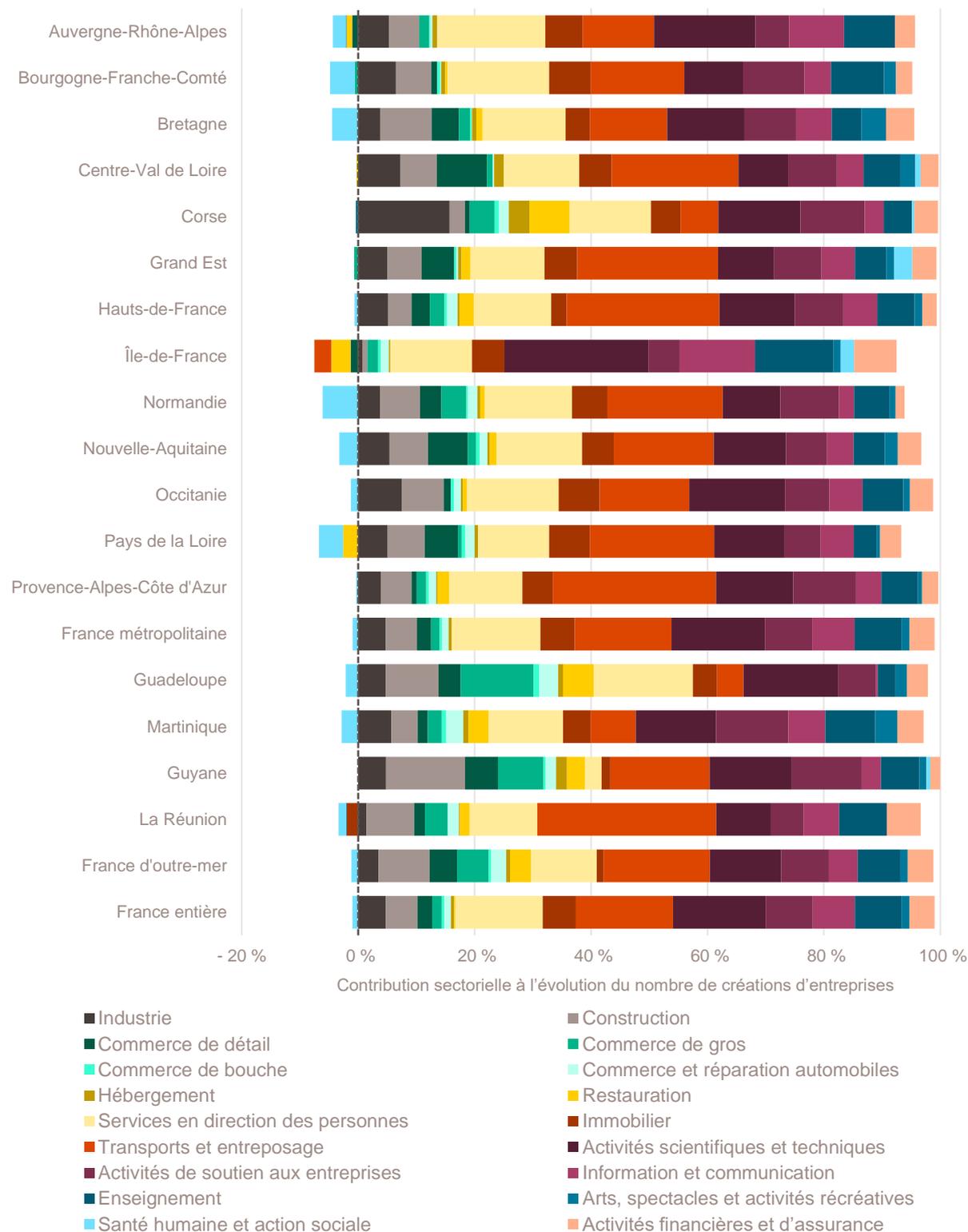
Champ : France métropolitaine, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise

Tendances sectorielles par région

Dans dix secteurs, la création d'entreprise est en hausse dans toutes les régions de France au cours de l'année 2021. Il s'agit de l'industrie, la construction, le commerce et la réparation automobile, l'hébergement, les services en direction des personnes, les activités scientifiques et techniques, les activités de soutien aux entreprises, l'information et communication, l'enseignement et les activités financières et d'assurance. À l'inverse, **la santé humaine et l'action sociale est en baisse partout à l'exception de cinq régions** (Guyane, Île-de-France, Grand Est, Corse et Centre-Val de Loire).

Contribution sectorielle à l'évolution de la création d'entreprise régionale, 2021



Champ : France entière hors Mayotte, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Tendances sectorielles en France métropolitaine

En plus des dix secteurs en hausse sur l'ensemble du territoire, **la création d'entreprise dans l'immobilier est également en hausse partout en métropole.**

Le plus grand contributeur à la croissance du nombre de créations d'entreprises en 2021 reste les transports et entreposage qui expliquent 17 % de l'évolution sur l'ensemble du territoire métropolitain. C'est le secteur qui a la plus forte contribution dans la moitié des Régions de la métropole (jusqu'à 28 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur). Dans le Grand Est, les Hauts-de-France et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, il est même possible de parler de « surconcentration » de la dynamique entrepreneuriale dans ce secteur, relativement à la contribution des autres secteurs. *A contrario*, alors qu'il était l'un des moteurs de la croissance en Île-de-France sur les deux dernières années, en 2021, la création d'entreprises dans les transports et entreposage est en baisse, expliquant ainsi en partie son niveau le plus bas parmi toutes les dynamiques régionales. Il est probable que ce secteur soit arrivé à maturité en région francilienne, après plusieurs années de croissance fulgurante des créations grâce au développement des activités de poste et de courrier en agglomération parisienne. Il reste tout de même dynamique dans les grandes villes de Province (Strasbourg, Lille, Marseille...)³.

En Occitanie et en Île-de-France, les activités scientifiques et techniques sont le principal moteur de la croissance entrepreneuriale (respectivement 17 % et 29 % de la croissance régionale), tandis qu'en Corse, c'est l'industrie (16 %) ; en Bretagne, Bourgogne-Franche-Comté et Auvergne-Rhône-Alpes, ce sont les services en direction des personnes (entre 16 % et 20 %) qui expliquent la plus grande partie de la croissance régionale du nombre de créations d'entreprises en 2021.

Le commerce de détail a été un vecteur de la croissance du nombre de créations d'entreprises partout sauf en Île-de-France et en Auvergne-Rhône-Alpes tandis que le commerce de gros est en hausse dans toutes les régions métropolitaines à l'exception de trois : Occitanie, Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté. La restauration a également porté la dynamique entrepreneuriale partout sauf en Pays de la Loire, en Île-de-France, en Centre-Val de Loire et en Auvergne-Rhône-Alpes.

Tendances sectorielles dans la France d'Outre-mer

La création d'entreprise en Guyane est en hausse dans tous les secteurs. En Martinique et en Guadeloupe, la dynamique entrepreneuriale est en berne seulement dans le secteur de la santé humaine et de l'action sociale, tandis qu'à La Réunion tous les secteurs contribuent positivement à la dynamique hormis quatre : la santé humaine et action sociale, les arts, spectacles et activités récréatives, l'immobilier et le commerce de bouche.

Les transports et entreposage se révèlent encore une fois le secteur avec la plus forte contribution à la croissance du nombre des créations d'entreprises à La Réunion et en Guyane, expliquant respectivement 33 % et 17 % de la croissance en 2021. Pour La Réunion, il est même possible de parler d'une surcontribution de ce secteur par rapport aux autres secteurs, comme c'est le cas pour le Grand Est, les Hauts-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur en métropole. En Martinique, les activités scientifiques et techniques ont impulsé la croissance tandis qu'en Guadeloupe, la dynamique repose notamment sur les services en direction des personnes (respectivement 15 % et 18 % de la croissance expliquée par ces secteurs).

³ Voir *infra* l'analyse de la dynamique dans les métropoles.

Profil sectoriel et renouvellement du tissu économique des régions

Attractivité sectorielle des régions

Malgré un nombre de créations d'entreprises en transports et entreposage en baisse en 2021, **l'Île-de-France reste la région la plus attractive pour ce secteur**, concentrant 38 % des nouvelles immatriculations de ce secteur au niveau national. Elle concentre également 39 % des créations dans les **activités scientifiques et techniques** et 41 % dans **l'information et communication** (contre 28 % des créations totales tous secteurs confondus).

Comme en 2020, la **Nouvelle-Aquitaine est une région particulièrement attractive pour l'hébergement** ; elle concentre 8 % des créations tous secteurs confondus, mais 14 % des créations d'entreprises de ce secteur. Il en est de même, en **Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les activités de soutien aux entreprises** ; la région a attiré, en 2021, 14 % des nouvelles entreprises de ce secteur alors qu'elle représente 10 % de la création nationale en 2021.

Répartition régionale de la création d'entreprise par secteur d'activité, 2021

Année 2021 (en %)	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pays de la Loire	Occitanie	Nouvelle-Aquitaine	Normandie	Île-de-France	Hauts-de-France	Grand Est	Corse	Centre-Val de Loire	Bretagne	Bourgogne-Franche-Comté	Auvergne-Rhône-Alpes	France métropolitaine	La Réunion	Guyane	Martinique	Guadeloupe	France d'outre-mer	France entière
Industrie	10	6	12	11	4	13	7	7	1	3	5	4	14	97	1	0	1	1	3	100
Construction	13	4	11	9	4	19	6	7	1	3	4	3	13	97	1	0	1	1	3	100
Commerce de détail	10	4	9	8	4	26	8	6	1	3	3	3	11	96	1	0	1	1	4	100
Commerce de gros	11	3	10	10	4	27	7	6	1	3	3	3	8	96	2	0	1	1	4	100
Commerce de bouche ^a	11	4	10	9	4	19	7	7	1	3	4	4	12	95	2	0	1	1	5	100
Commerce et réparation automobiles	10	5	10	9	4	17	8	9	1	4	3	5	13	97	1	0	0	1	3	100
Hébergement	9	5	12	14	5	9	4	5	3	4	5	4	13	93	1	1	2	3	7	100
Restauration	12	3	11	8	3	22	7	6	1	3	3	3	12	95	2	1	1	1	5	100
Services en direction des personnes	11	5	11	11	4	18	7	7	1	3	4	4	13	98	1	0	0	1	2	100
Immobilier	11	6	10	9	3	21	5	6	1	3	4	3	14	98	1	0	1	1	2	100
Transports et entreposage	11	4	7	6	3	38	7	6	0	3	2	2	10	99	1	0	0	0	1	100
Activités scientifiques et techniques	9	4	8	7	3	39	5	4	0	2	3	2	11	98	1	0	0	0	2	100
Activités de soutien aux entreprises	14	4	10	9	4	19	6	6	1	3	4	3	13	97	1	0	1	1	3	100
Information et communication	8	4	8	7	2	41	5	5	0	2	3	2	11	98	1	0	0	0	2	100
Enseignement	10	4	10	8	3	30	5	6	0	3	3	3	13	97	1	0	1	1	3	100
Arts, spectacles et activités récréatives	9	5	9	9	4	27	6	6	0	3	5	3	12	98	1	0	0	0	2	100
Santé humaine et action sociale ^b	10	5	10	9	3	21	7	8	1	3	5	3	13	96	2	0	1	1	4	100
Activités financières et d'assurance	9	5	8	10	4	32	5	6	1	2	5	2	10	98	1	0	0	1	2	100
Ensemble des secteurs	10	4	9	8	3	28	6	6	1	3	4	3	12	97	1	0	1	1	3	100

a. Ce secteur, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française, NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Spécialisation sectorielle des régions

La construction a une place particulièrement importante dans la création d'entreprise en Corse, en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Occitanie, où elle constitue entre 11 % et 15 % de la création d'entreprise régionale, alors que sur l'ensemble de la métropole, ce secteur représente 9 % de la création d'entreprise en 2021⁴.

La **Corse** se distingue également par un poids élevé des immatriculations dans les **activités de soutien aux entreprises** : le secteur représente 12 % de la création régionale contre un poids moyenne de 7 % pour l'ensemble du pays. Le **commerce de détail** constitue une part importante des créations d'entreprises en **Normandie** et dans les **Hauts-de-France** (10 % de la création totale de ces deux régions contre 8 % pour la France entière). Par ailleurs, l'**industrie** est surreprésentée dans la création d'entreprise en **Corse** et en **Bourgogne-Franche-Comté** (respectivement 8 % et 7 % contre 4 % en France), alors qu'elle ne représente que 2 % des nouvelles entreprises en 2021 en Île-de-France.

⁴ L'analyse ne porte que sur la Métropole, du fait de la différence avec, mais aussi au sein, des régions d'Outre-mer.

Répartition sectorielle de la création d'entreprise par région, 2021

Année 2021 (en %)	Régions																				
	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pays de la Loire	Occitanie	Nouvelle-Aquitaine	Normandie	Île-de-France	Hauts-de-France	Grand Est	Corse	Centre-Val de Loire	Bretagne	Bourgogne-Franche-Comté	Auvergne-Rhône-Alpes	France métropolitaine	La Réunion	Guyane	Martinique	Guadeloupe	France d'outre-mer	France entière	
Industrie	4	6	6	6	6	2	5	6	8	6	6	7	5	4	4	6	5	6	5	4	4
Construction	11	9	11	10	10	6	8	10	15	10	9	10	10	9	10	13	10	10	11	9	8
Commerce de détail	7	8	8	8	10	7	10	8	7	9	7	9	7	8	10	11	10	12	12	8	8
Commerce de gros	4	2	4	4	4	3	4	4	4	3	3	4	3	3	6	5	4	5	5	4	5
Commerce de bouche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0
Commerce et réparation automobiles	2	3	3	3	3	2	3	4	2	3	2	4	3	2	3	2	2	2	3	2	2
Hébergement	0	1	1	1	1	0	0	0	3	1	1	1	1	1	1	2	2	3	2	1	1
Restauration	4	3	4	4	3	3	4	3	6	4	3	4	4	3	6	7	5	6	6	3	3
Services en direction des personnes	8	9	9	10	9	5	8	9	9	9	9	9	8	8	8	5	8	8	7	8	8
Immobilier	5	6	5	5	4	3	4	4	5	5	5	5	5	4	3	2	6	5	4	4	4
Transports et entreposage	13	11	10	9	12	17	15	12	3	12	8	10	11	13	10	9	4	3	7	13	13
Activités scientifiques et techniques	14	16	14	14	12	23	13	12	12	12	15	12	16	17	11	11	13	12	11	16	16
Activités de soutien aux entreprises	9	7	7	7	7	5	6	7	12	8	7	7	7	7	6	11	11	10	8	7	7
Information et communication	4	5	4	4	4	8	5	4	3	4	5	4	5	5	4	3	4	3	3	5	5
Enseignement	4	4	5	5	4	5	4	4	3	4	4	4	5	5	6	5	5	4	5	5	5
Arts, spectacles et activités récréatives	3	4	3	3	3	3	3	3	2	3	5	3	3	3	3	2	3	2	2	3	3
Santé humaine et action sociale	4	5	5	5	5	3	5	6	4	5	6	5	5	5	8	4	5	6	6	5	5
Activités financières et d'assurance	2	3	2	3	3	3	2	3	3	2	4	2	2	3	3	2	3	2	2	3	3
Ensemble des secteurs	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Renouvellement du tissu économique des régions

Un taux de renouvellement élevé peut signifier un marché en expansion ou une concurrence accrue (beaucoup d'entrées-sorties) mais aussi un engouement notamment lorsque la création est en baisse. Dans tous les cas, un taux de renouvellement élevé peut avoir des conséquences sur le tissu économique d'un territoire. Il est très élevé dans les transports et entreposage (624 créations en 2021 pour 1 000 entreprises existantes en 2019 en France), notamment en Centre-Val de Loire, dans les Hauts-de-France, dans le Grand Est, en Pays de la Loire et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais l'est moins par rapport aux deux dernières années en Île-de-France.

Par rapport à la moyenne métropolitaine, le taux de renouvellement est particulièrement élevé dans l'immobilier en Pays de la Loire (comme en 2020), dans l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale mais aussi le commerce de détail en Île-de-France, dans l'industrie en Corse, dans le commerce de gros en Normandie et dans les Hauts-de-France, et dans l'hébergement en Centre-Val de Loire.

Taux de renouvellement par secteur et par région, 2021

Année 2021 (en ‰)	Régions																				
	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pays de la Loire	Occitanie	Nouvelle-Aquitaine	Normandie	Île-de-France	Hauts-de-France	Grand Est	Corse	Centre-Val de Loire	Bretagne	Bourgogne-Franche-Comté	Auvergne-Rhône-Alpes	France métropolitaine	La Réunion	Guyane	Martinique	Guadeloupe	France d'outre-mer	France entière	
Industrie	178	162	186	176	178	135	177	151	205	161	165	157	159	164	85	99	89	89	91	160	160
Construction	141	124	136	131	126	115	136	133	115	129	124	124	137	129	124	124	83	85	105	128	128
Commerce de détail	124	136	133	125	134	176	157	130	84	141	115	123	132	141	129	146	93	101	113	139	139
Commerce de gros	159	121	171	180	194	136	193	143	180	183	155	146	120	151	161	205	81	132	139	150	150
Commerce de bouche	80	56	70	68	50	83	67	57	57	52	48	58	63	66	69	106	79	77	80	67	67
Commerce et réparation automobiles	181	171	174	164	168	187	190	169	146	184	150	183	179	177	154	127	95	102	126	175	175
Hébergement	79	100	93	108	109	71	104	89	104	121	96	94	80	91	137	220	139	126	136	93	93
Restauration	126	105	134	124	102	131	132	112	95	131	91	118	120	122	163	191	102	120	142	123	123
Services en direction des personnes	237	210	224	232	197	221	206	183	201	205	210	207	232	218	231	175	164	208	204	218	218
Immobilier	162	231	190	186	183	160	176	185	102	210	203	182	213	182	106	90	151	136	126	180	180
Transports et entreposage	829	823	734	682	675	536	792	773	171	772	555	692	659	640	538	338	98	85	230	624	624
Activités scientifiques et techniques	227	235	239	238	211	227	233	203	181	227	233	203	203	228	202	189	167	161	182	227	227
Activités de soutien aux entreprises	261	225	247	240	241	178	257	268	222	241	207	237	231	227	199	181	146	130	161	224	224
Information et communication	271	310	290	301	269	214	315	303	208	299	285	289	304	255	268	182	164	124	193	253	253
Enseignement	207	182	209	214	184	274	215	209	170	209	180	189	162	213	223	268	165	133	190	212	212
Arts, spectacles et activités récréatives	172	166	173	177	158	196	156	167	125	163	204	149	164	175	165	176	123	108	141	174	174
Santé humaine et action sociale	78	79	79	79	77	102	84	92	63	87	80	70	86	85	108	110	84	92	100	85	85
Activités financières et d'assurance	144	116	157	148	136	168	133	140	171	117	132	116	118	144	178	140	122	130	149	144	144
Ensemble des secteurs	186	176	180	177	169	200	190	171	133	180	163	159	178	183	163	160	114	116	138	181	181

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

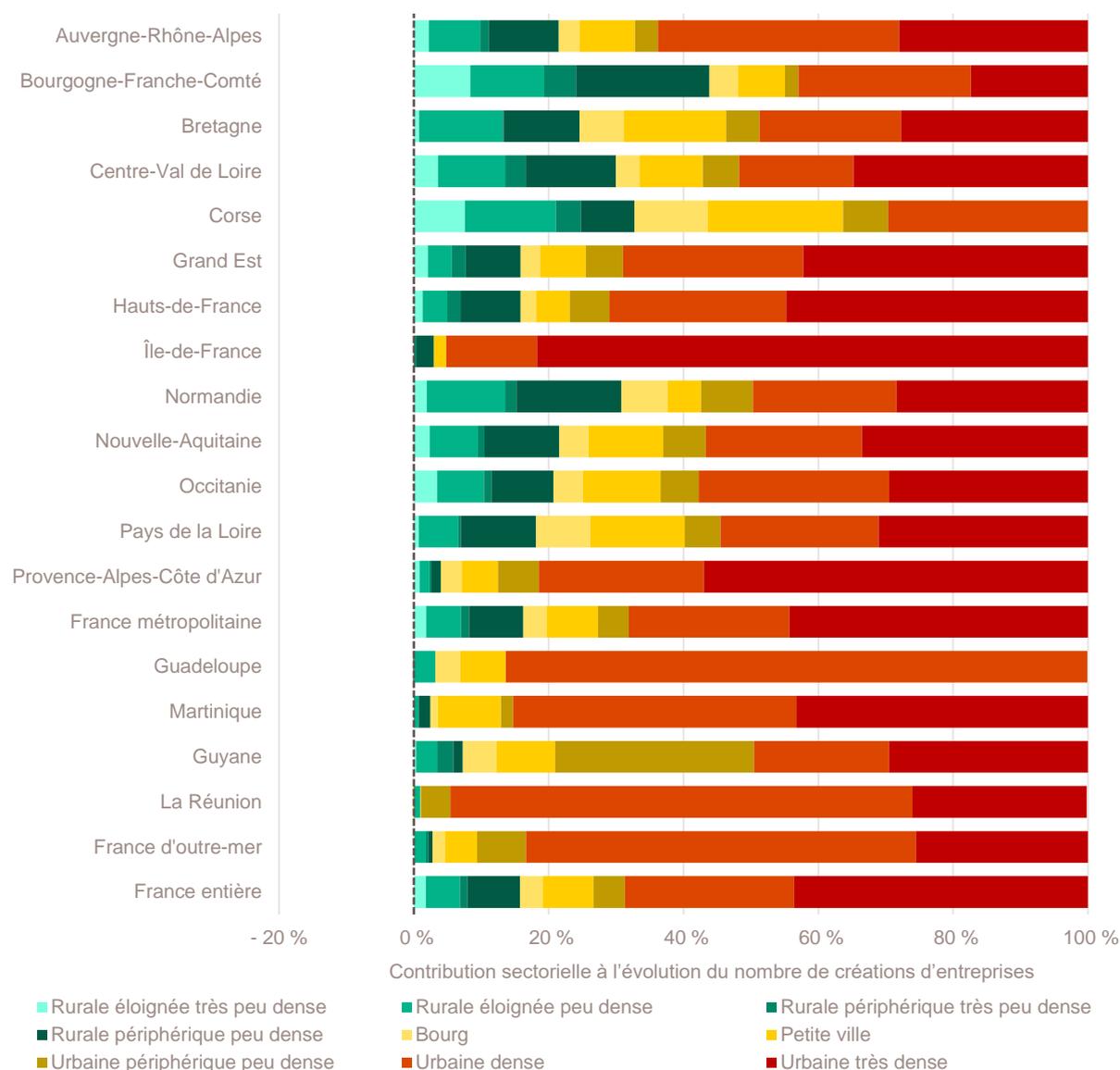
Attractivité des zones rurales, urbaines et périphériques

En 2021, la dynamique entrepreneuriale concerne l'ensemble des types de commune dans toutes les régions, quelle que soit leur densité urbaine, à l'exception des petites villes à La Réunion et des zones rurales périphériques peu denses en Guadeloupe (évolutions très faiblement négatives). À part ces deux types de commune, toutes les autres ont contribué à la hausse des créations d'entreprises dans chaque région.

Les villes demeurent les locomotives de la dynamique entrepreneuriale en France en 2021, même si elles sont en retrait par rapport à 2020 : 69 % de la croissance de la création d'entreprise provient des zones urbaines denses et très denses (contre 82 % en 2020). À La Réunion et en Île-de-France, les zones urbaines denses et très denses expliquent 95 % de la croissance. Cette part bien qu'élevée est moindre en Martinique, en Guadeloupe et en Provence-Alpes-Côte d'Azur (entre 81 % et 86 %). Dans les Hauts-de-France, où 95 % de la dynamique entrepreneuriale reposait sur les zones urbaines en 2020, les contributions à la croissance se rééquilibrent un peu au profit des zones rurales (16 %) et périphériques (13 %), laissant aux villes les 71 % restants de la dynamique entrepreneuriale de la région.

À l'inverse, en Corse, Normandie, Centre-Val de Loire et Bourgogne-Franche-Comté, les zones rurales sont un vecteur majeur de la dynamique entrepreneuriale en 2021 (contribution comprise entre 30 % et 44 %, contre 16 % pour la France entière). Par rapport à 2020, l'entrepreneuriat en zone rurale perd du terrain en Nouvelle-Aquitaine, expliquant 22 % de la croissance contre 42 % en 2020.

Contribution des types de commune à l'évolution de la création d'entreprise régionale, 2021



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

4. ÉVOLUTIONS DÉPARTEMENTALES

Attractivité des départements

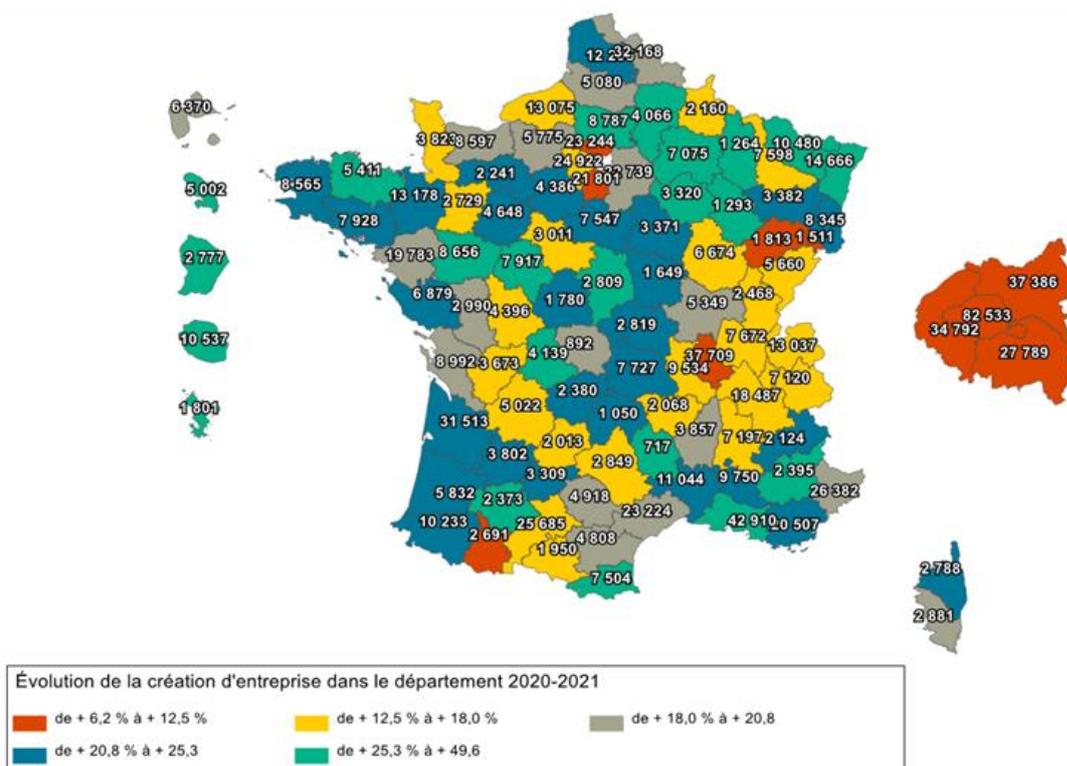
Si la création d'entreprise a augmenté dans tous les départements en 2021, certains se démarquent par un dynamisme très important. La Guyane, la Lozère, la Marne, Mayotte et la Martinique connaissent ainsi des progressions supérieures à + 30 % entre 2020 et 2021. Les départements les moins dynamiques sont ceux de Paris et de sa première couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne) mais affichent néanmoins des évolutions par rapport à 2020 comprises entre + 6 % et + 7 %. **Les plus fortes dynamiques entrepreneuriales se concentrent au Nord-Est (Oise, Aisne et plusieurs départements du Grand Est) et en Outre-mer (sauf en Guadeloupe), mais aussi dans la Vallée de la Loire (Maine-et-Loire, Indre-et-Loire, Cher, Haute-Vienne).**

Par ailleurs, en plus d'être en hausse sur l'ensemble du territoire, **la création d'entreprise est en accélération par rapport à sa tendance de long terme dans tous les départements sauf en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne.** En Lozère, par exemple, la création d'entreprise a augmenté de + 37,6 % contre une évolution annuelle moyenne de - 1,3 % par an entre 2009 et 2020, soit une accélération de 39 points en une année.

Les départements franciliens, comme en 2020, ont les taux de renouvellement les plus élevés, avec plus de 215 créations en 2021 pour 1 000 entreprises existantes en 2019 en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne, le Val-d'Oise, l'Essonne, la Seine-et-Marne et les Yvelines. Le Cantal, la Martinique et la Guadeloupe ont, quant à eux, les taux de renouvellement les plus faibles (respectivement 110 ‰, 114 ‰ et 116 ‰). **Le taux de renouvellement des entreprises est de 181 ‰ pour la France** tandis qu'il est de 165 ‰ pour le département médian français ; il est inférieur à ce taux médian pour la moitié des départements.

En termes de créations d'entreprises par habitant, Paris se situe en haut du classement avec 379 créations pour 10 000 habitants, malgré un taux de renouvellement relativement faible (156 ‰). La capitale est suivie par les **Alpes-Maritimes et la Seine-Saint-Denis (respectivement 243 et 229 créations pour 10 000 habitants).** Ce chiffre est de 149 pour la France entière et de 117 pour le département médian français.

La création d'entreprise par département, 2021



Lecture : 1 780 entreprises ont vu le jour dans l'Indre en 2021, un nombre en hausse de + 22 % par rapport à 2020.

Note de lecture : voir l'Annexe 2 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

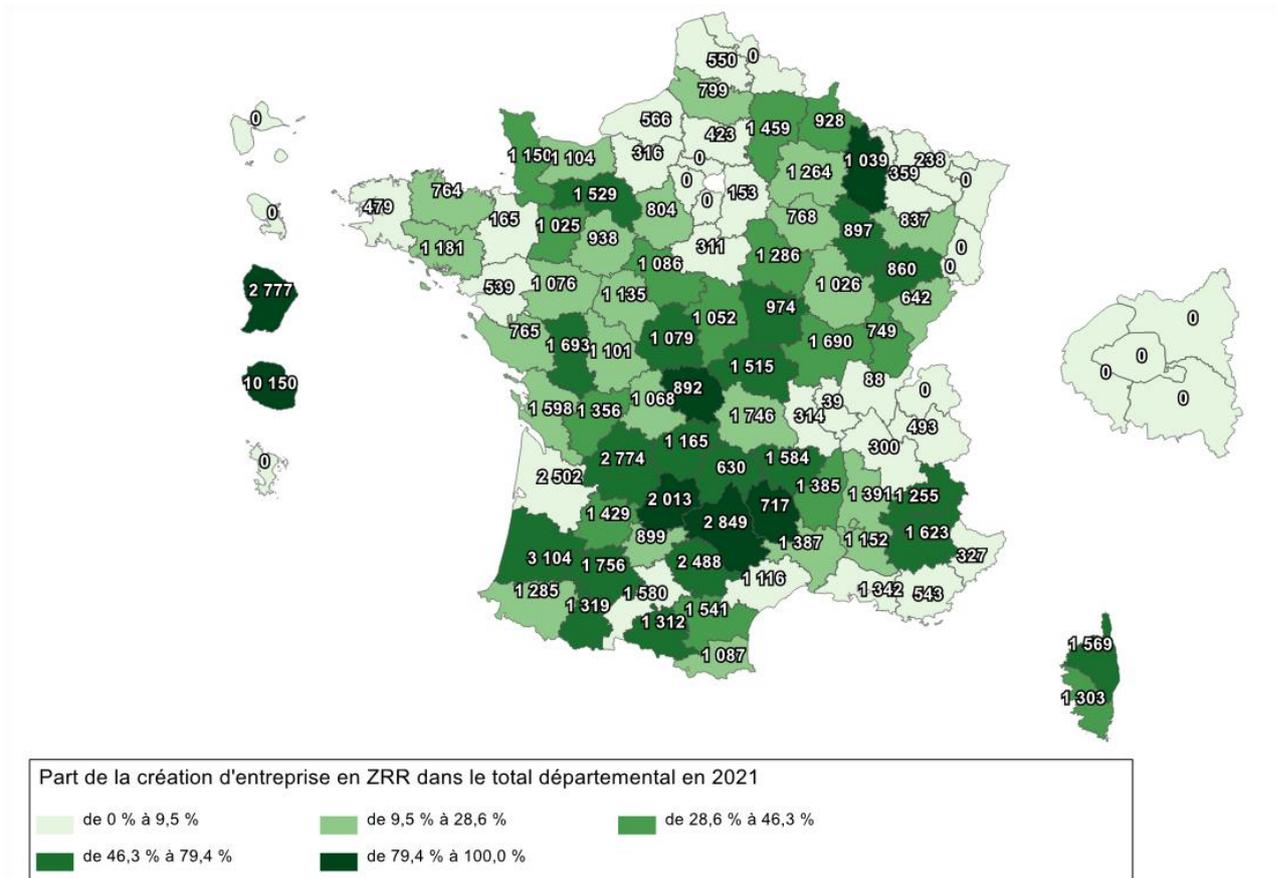
Attractivité des ZRR

En 2021, **105 562 entreprises ont été créées dans l'ensemble des communes françaises en Zone de revitalisation rurale (ZRR), soit un peu plus d'une création sur dix sur l'ensemble du territoire.** La Réunion concentre 10 % de la création totale en ZRR. Avec les Landes, l'Aveyron, la Dordogne et la Guyane regroupant chacun 3%, ces cinq départements constituent à eux-seuls, un cinquième de la création en ZRR en 2021.

Dans certains départements - **l'Aveyron, la Guyane, le Lot, la Creuse et la Lozère** -, *a fortiori* très ruraux, **la totalité des nouvelles entreprises créées dans l'année s'est installée en ZRR.** La part des créations en ZRR est également très élevée à la Réunion (96 %) et dans la Meuse (82 %). À titre de comparaison, la part médiane des ZRR dans la création départementale est de 18 %. La moitié des départements présente une part en ZRR inférieure à ce taux. Cette part est d'ailleurs nulle dans 15 départements qui ne sont pas concernés par les ZRR.

La création d'entreprise en ZRR est en hausse de + 22 % sur l'ensemble du territoire en 2021 par rapport à 2020. Elle est donc plus dynamique que dans l'ensemble du pays tous territoires confondus. La Guyane, à la fois 100 % en ZRR et département le plus dynamique, est ainsi également le département avec la plus forte croissance des ZRR. L'Oise, la Lozère et l'Eure-et-Loir connaissent également une forte dynamique en ZRR avec respectivement + 38,7 %, + 37,6 % et + 36,3 %. La création en ZRR n'est en baisse dans aucun département, mais elle est stable en Meurthe-et-Moselle et évolue faiblement par rapport à 2020 dans l'Ain (+ 3,5 %).

Création d'entreprise en zone de revitalisation rurale (ZRR), 2021



Lecture : dans les Deux-Sèvres en 2021, 1 693 entreprises ont vu le jour dans les zones de revitalisation rurale (ZRR), représentant 57 % de la création d'entreprise du département.

Note de lecture : voir l'Annexe 3 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

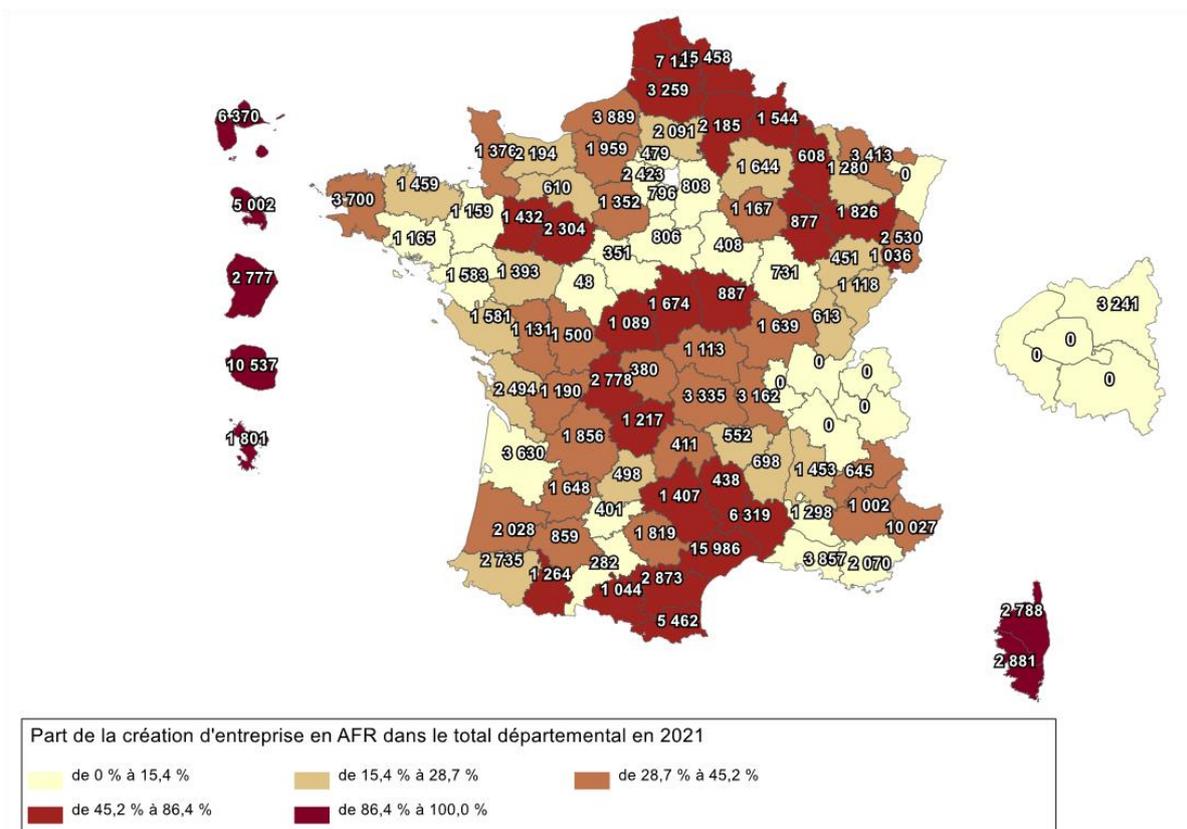
Attractivité des zones AFR

En 2021, **213 781 entreprises ont été créées dans les Zones d'aide à finalité régionale (AFR), soit 21 % de la création d'entreprise en France**. L'Hérault et le Nord se distinguent, de nouveau, par un nombre d'entreprises créées en AFR particulièrement élevé ; avec plus de 31 000 immatriculations ; ces deux départements concentrent 15 % des créations en AFR de l'année, tandis que La Réunion et les Alpes-Maritimes en constituent chacun 5 %. **Un quart des créations en AFR de l'année se concentre dans ces quatre départements.**

Si les AFR représentent respectivement 69 %, 48 % et 38 % de la création totale dans l'Hérault, le Nord et les Alpes-Maritimes, **elles constituent l'intégralité de la création d'entreprise en Corse et dans les départements d'Outre-Mer**. La part médiane des AFR dans la création départementale est de 32 %, avec une moitié de départements ayant une part inférieure à ce taux et neuf départements sans création en AFR (notamment la couronne parisienne hormis la Seine-Saint-Denis et tous les départements à l'Est du département du Rhône). En Métropole, **les AFR représentent une part importante de la création d'entreprise du Nord-Est et de certains départements du Centre ainsi que du sud-est de l'Occitanie.**

Comme pour les ZRR, l'évolution de la création d'entreprise dans les AFR est plus dynamique que dans l'ensemble du pays : + 22 % entre 2021 et 2020. Elle l'est particulièrement en Guyane et en Indre-et-Loire, où la croissance annuelle est de + 50 %, mais le cas de l'Indre-et-Loire est peu significatif, avec seulement 48 entreprises en AFR, soit 1 % de la création du département. La Lozère et le Loir-et-Cher connaissent également un fort dynamisme en AFR (respectivement + 37 % et + 34 %). **Aucun département ne connaît un recul de la création d'entreprise dans les AFR en 2021.**

Création d'entreprise en zone d'aide à finalité régionale (AFR), 2021



Lecture : dans le Puy-de-Dôme, 3 335 entreprises ont vu le jour dans les zones d'aide à finalité régionale (AFR) en 2021, représentant 43 % de la création d'entreprise du département.

Note de lecture : voir l'Annexe 3 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Attractivité des communes classées ACV

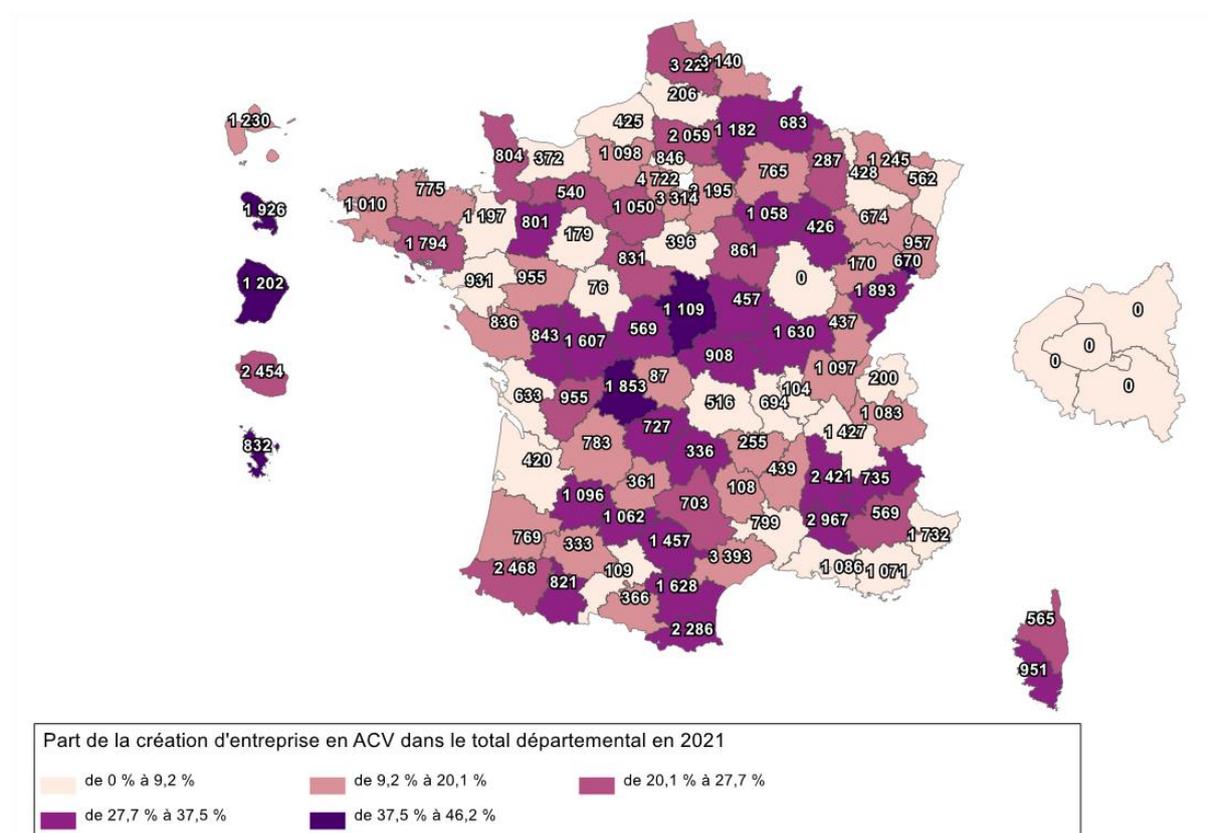
En 2021, **103 309 créations d'entreprises ont été recensées dans les communes classées « Actions cœur de ville » (ACV)**, soit 10 % de la création d'entreprise en France.

Les Yvelines concentrent 5 % des créations d'entreprises en ACV, avec plus de 4 700 immatriculations en 2021. L'Hérault, l'Essonne, le Pas-de-Calais, la Seine-et-Marne, le Nord et le Vaucluse attirent chacun 3 % de la création totale en ACV. Ces sept départements représentent ainsi un quart des créations de l'année en ACV.

Si pour la moitié des départements, les ACV représentent moins de 18 % de leur création totale (nombre médian), **elles comptent pour plus de 40 % dans quatre d'entre eux** (Mayotte, Haute-Vienne, Territoire-de-Belfort et Guyane). De plus, il n'y a pas de communes en ACV dans cinq départements (Paris et sa petite couronne ainsi que la Côte d'Or). Par ailleurs, si les AFR représentent l'intégralité de la création de certains départements, les ACV ont moins d'ampleur, représentant au plus 46 % de la création à Mayotte.

La création d'entreprise en ACV a augmenté de + 20 % dans l'ensemble du pays en 2021 par rapport à 2020. La Guyane est encore au cœur de cette forte dynamique (+ 52 %), avec les Côtes-d'Armor, la Haute-Marne, le Calvados et le Var (entre + 41 % et + 45 % par rapport à 2020). À l'inverse, la dynamique entrepreneuriale en ACV est en berne dans le Rhône, la Mayenne et la Creuse.

Création d'entreprise dans les communes classées « Actions cœur de ville » (ACV), 2021



Lecture : dans le Morbihan, 1 794 entreprises ont vu le jour dans les communes bénéficiant du programme « Action cœur de ville » (ACV) en 2021, représentant 23 % de la création d'entreprise du département.

Note de lecture : voir l'Annexe 3 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Attractivité des communes PVD

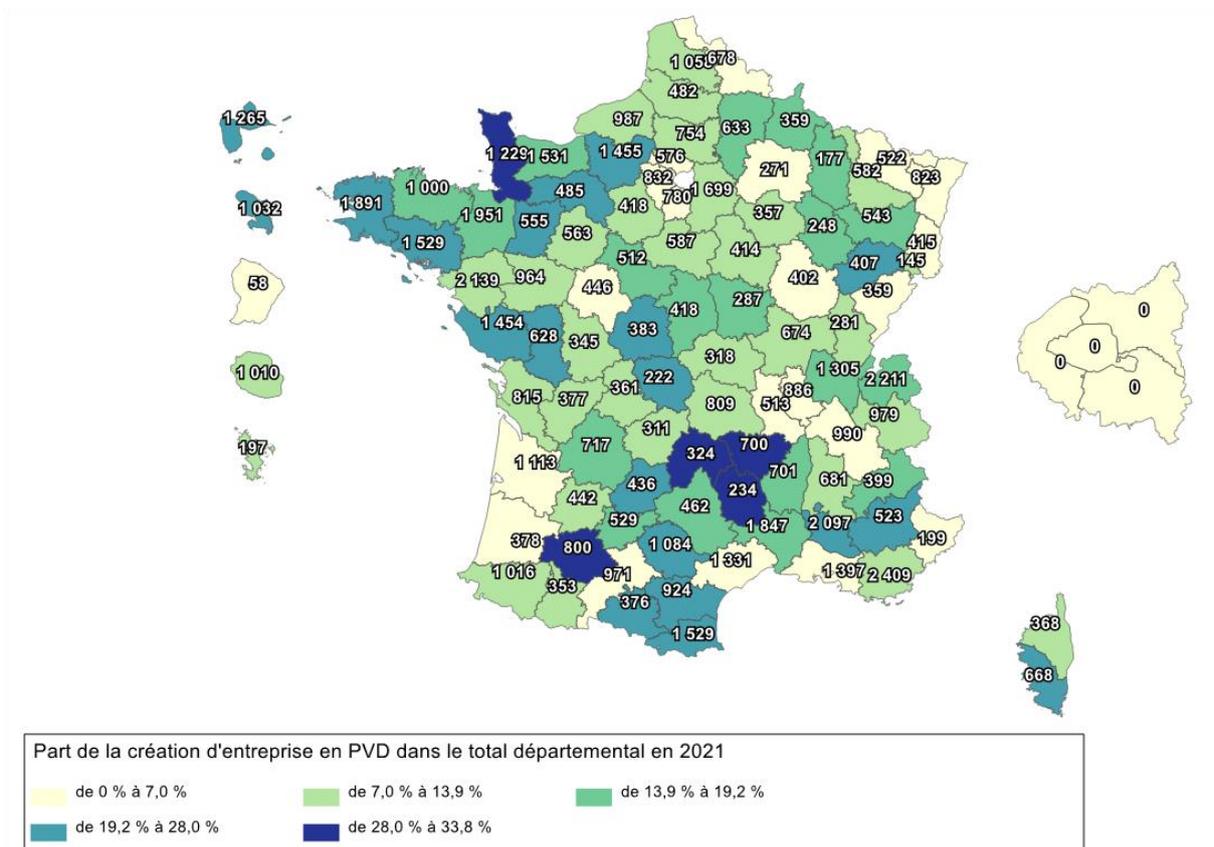
En 2021, **74 895 entreprises ont été créées dans les communes bénéficiant du programme « Petites villes de demain » (PVD)**, soit 8 % de la création d'entreprise en France.

Le Var, la Loire-Atlantique, la Haute-Savoie, le Vaucluse, l'Ille-et-Vilaine et le Finistère représentent les **départements les plus intenses en termes de création en PVD**, chacun attirant 3 % des créations de l'année en PVD.

Au niveau départemental, **les PVD représentent environ un tiers de la création annuelle dans quatre départements** (Haute-Loire, Gers, Lozère, Manche) en comparaison des 12 % pour le département médian. Ces PVD sont présentes sur l'ensemble du territoire à l'exception de Paris et de sa petite couronne.

L'évolution de la création d'entreprise en PVD est de + 21 % sur l'ensemble du territoire entre 2021 et 2020. Elle est, elle aussi, supérieure à celle de la France tous territoires confondus. La création d'entreprise en PVD est particulièrement dynamique en Lozère (+ 43 %), dans le Val-d'Oise (+ 39 %) ou dans l'Eure-et-Loir (+ 35 %). Il convient de relativiser la forte hausse en Guyane (+ 76 %) par le nombre restreint de créations : 58 immatriculations en PVD en 2021, soit 2 % de la création départementale. Les Hautes-Pyrénées sont le seul département où l'évolution de la création d'entreprise a été négative dans les PVD.

Création d'entreprise dans les communes du programme « Petites villes de demain » (PVD), 2021



Lecture : en Vendée en 2021, 1 454 entreprises ont vu le jour dans les communes bénéficiant du programme « Petites villes de demain » (PVD), représentant 21 % de la création d'entreprise du département.

Note de lecture : voir l'Annexe 3 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Attractivité des QPV

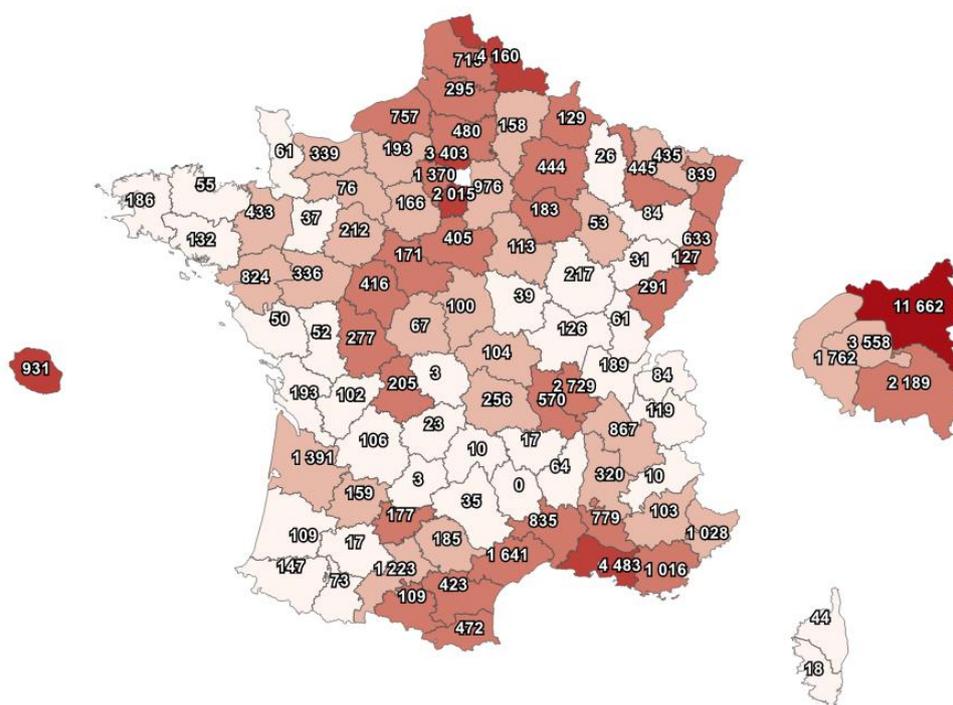
En 2019 (dernière année disponible), **64 222 établissements ont été créés dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)**, soit **7 % des établissements créés** en France cette année-là. La **Seine-Saint-Denis concentre à elle-seule près d'un cinquième du total de ces créations en QPV**. Viennent ensuite les Bouches-du-Rhône (7 %), le Nord et Paris (6 % chacun), le Val-d'Oise (5 %) et le Rhône (4 %). Ainsi, avec près de 30 000 établissements créés en QPV en 2019, ces six départements représentent près de la moitié de la création totale de cette année dans les QPV.

La part de la création en QPV est également très importante dans tous ces départements à l'exception de Paris. En effet, **la création en QPV représente plus du tiers de la création totale d'établissement en Seine-Saint-Denis en 2019**, 16 % dans le Val-d'Oise, 15 % dans le Nord, 13 % dans les Bouches-du-Rhône, mais seulement 4 % à Paris. À La Réunion, dans l'Essonne et dans le Territoire-de-Belfort, les QPV représentent également plus du dixième de la création départementale d'établissement.

Avec un total de 243 664 établissements installés dans les QPV en France en 2019, **le taux de renouvellement des établissements en QPV est de 264 ‰**, un taux largement supérieur à celui de la France tous territoires confondus (181 ‰). Ce taux est notamment élevé en Indre-et-Loire, dans le Finistère, dans l'Indre, dans l'Ain et en Côte d'Or, dépassant les 400 ‰.

Rapportés aux 5,2 millions d'habitants en QPV, **la création par tête s'élève à 124 établissements pour 10 000 habitants en QPV, un chiffre inférieur à celui de la France entière (149), suggérant un vivier d'entrepreneurs potentiels**. Le taux de création pour 10 000 habitants en QPV est très élevé à Paris (249), mais aussi en Gironde (190), en Seine-Saint-Denis (188), dans l'Ariège (176), dans la Haute-Garonne (175) ou encore dans les Hauts-de-Seine (171).

Création d'établissements dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), 2019



Lecture : dans l'Hérault en 2019 (dernière année disponible), 1 641 établissements ont été créés dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), soit 8 % de la création d'établissement du département.

Note de lecture : les données concernant la création d'établissement dans les départements d'Outre-mer ne sont disponibles que pour La Réunion. Voir l'Annexe 3 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

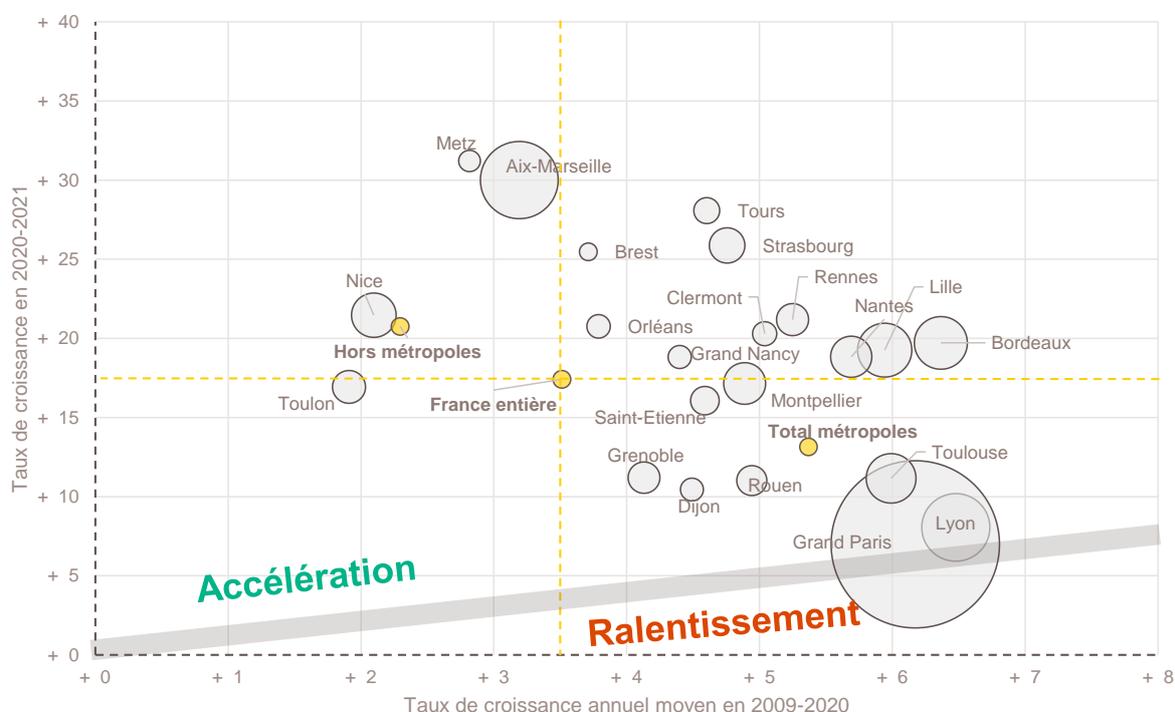
5. ÉVOLUTIONS DANS LES MÉTROPOLIS

Dynamique et attractivité des métropoles

La création d'entreprise est en hausse et en accélération dans l'ensemble des 22 métropoles françaises. Les plus faibles évolutions concernent Paris (+ 7,0 %) et Lyon (+ 8,1 %) tandis que les métropoles d'Aix-Marseille-Provence et de Metz connaissent les plus fortes hausses (respectivement + 30,0 % et + 31,2 %). Toutes sont en accélération par rapport à leur tendance de long terme (respectivement + 6,2 %, + 6,5 %, + 3,2 % et + 2,8 %). **L'évolution est particulièrement forte dans certaines petites métropoles** : Tours, Brest, Metz, Orléans, Clermont, Rennes et Strasbourg ont connu une progression supérieure à + 20 % entre 2020 et 2021

Ces 22 métropoles concentrent 42 % de la création d'entreprise en France en 2021, en baisse de 2 points de pourcentage par rapport à 2020. Cette baisse est surtout attribuable à Paris qui attire 19 % de la création nationale en 2021, contre 21 % en 2020 ; la part des autres métropoles dans le total national restant stable. Mais le dynamisme entrepreneurial des régions et des départements n'est qu'en partie porté par les métropoles. En effet, **l'évolution entrepreneuriale a été plus dynamique en dehors des métropoles (+ 20,8 %) que dans les métropoles (+ 13,1 %)**, un autre signe du développement des zones rurales et périphériques au détriment des villes, notamment les plus grandes.

Évolution à court et long termes de la création d'entreprise dans les métropoles en France, 2021



Lecture : dans la métropole de Clermont-Auvergne, 4 156 entreprises ont été créées en 2021, en hausse de + 20,3 % par rapport à 2020, contre une évolution annuelle moyenne de + 5,0 % entre 2009 et 2020.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre 2020 et 2021 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (entre 2009 et 2020 ; en abscisse). Le diamètre des cercles est proportionnel au nombre de créations d'entreprises en 2021, sauf pour les deux points jaunes qui représentent la France entière et le total des métropoles et hors métropoles. Les axes jaunes permettent de comparer l'évolution de la création d'entreprise dans les métropoles avec la moyenne nationale (toutes créations confondues, dans et hors métropoles).

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

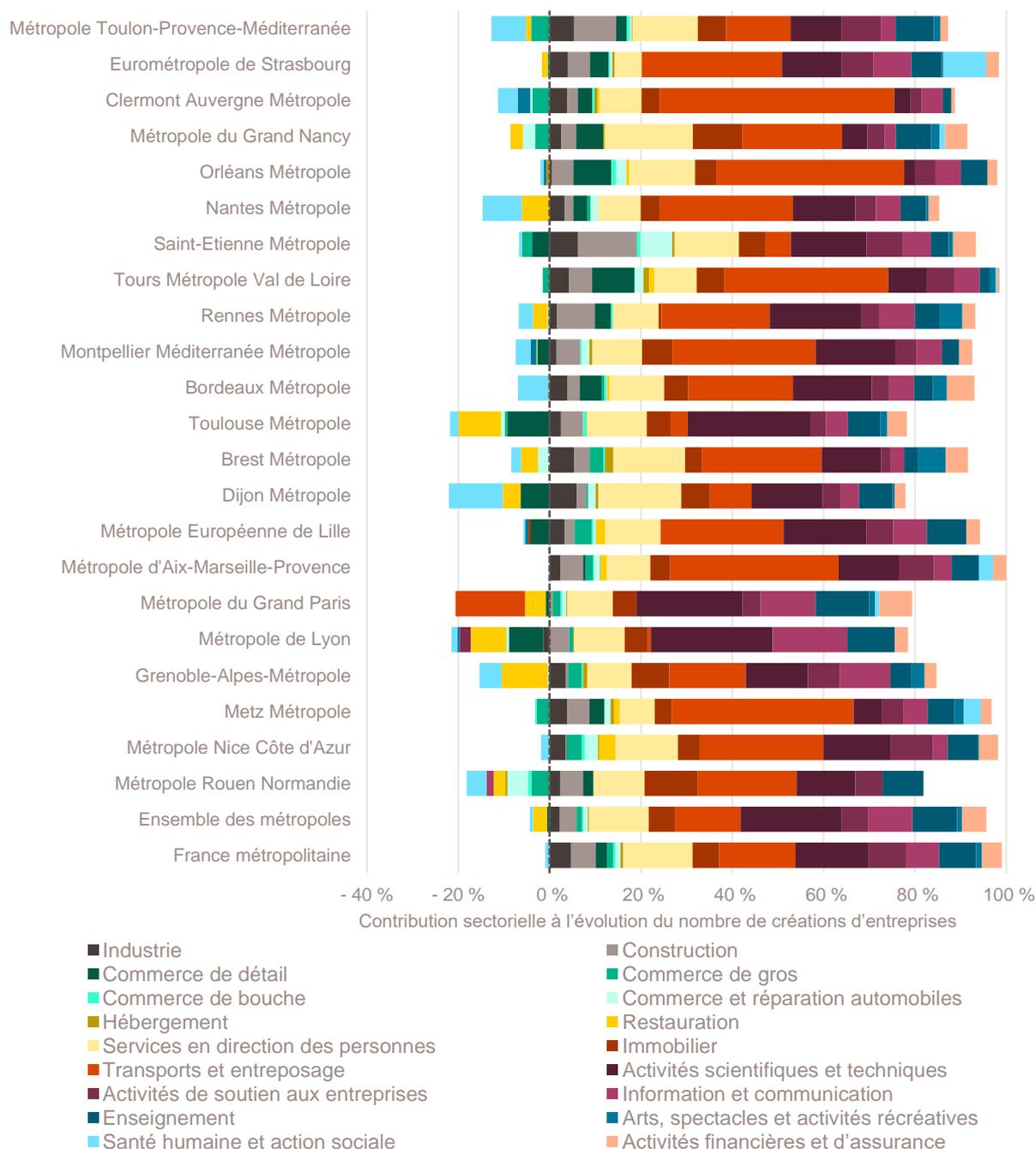
L'effet d'entraînement entrepreneurial des métropoles observés sur les onze dernières années semble ralentir ou du moins se stabiliser. En effet, si **les métropoles représentaient 36 % de la création en 2009, cette part s'est établie aux alentours de 44 % ces dernières années, avant de descendre à 42 % en 2021.** La métropole de Lyon concentre 26 % des créations d'entreprises de sa région en 2021, une part en hausse depuis 2009 (21 %) mais en baisse par rapport à 2020 (28 %). À l'inverse, la part de la métropole d'Aix-Marseille-Provence a continué sa progression passant de 32 % en 2009, à 37 % en 2020 puis à 39 % en 2021. Quant au Grand Paris, sa part dans la dynamique entrepreneuriale d'Île-de-France poursuit son déclin : elle concentre, en 2021, 68 % de la création d'entreprise francilienne contre 70 % en 2009 et 2020.

Tendances sectorielles par métropole

La création d'entreprise dans les secteurs de la **construction**, des **services en direction des personnes**, des **activités scientifiques et techniques** et de **l'enseignement** progresse dans toutes les métropoles. L'immobilier, quant à lui, est en hausse dans toutes les métropoles sauf à Lille, tandis que la hausse dans les transports et entreposage est généralisée, sauf logiquement à Paris. L'**information et communication** ainsi que les **activités de soutien aux entreprises** sont en hausse dans toutes les métropoles, sauf à Rouen pour le premier secteur et à Lyon pour le second.

Les activités de **transport et d'entreposage** ont une contribution très importante dans la quasi-totalité des métropoles. Ce secteur explique les deux tiers de la croissance entrepreneuriale de la métropole de Clermont-Auvergne, plus de 40 % de celles de Metz, Nantes et Orléans et environ le tiers de celles de Rouen, Aix-Marseille, Brest, Montpellier, Tours et Strasbourg. La création dans ce secteur s'essouffle dans la métropole de Paris après avoir été un secteur moteur ces dernières années.

Contribution sectorielle à l'évolution de la création d'entreprise dans les métropoles, 2021

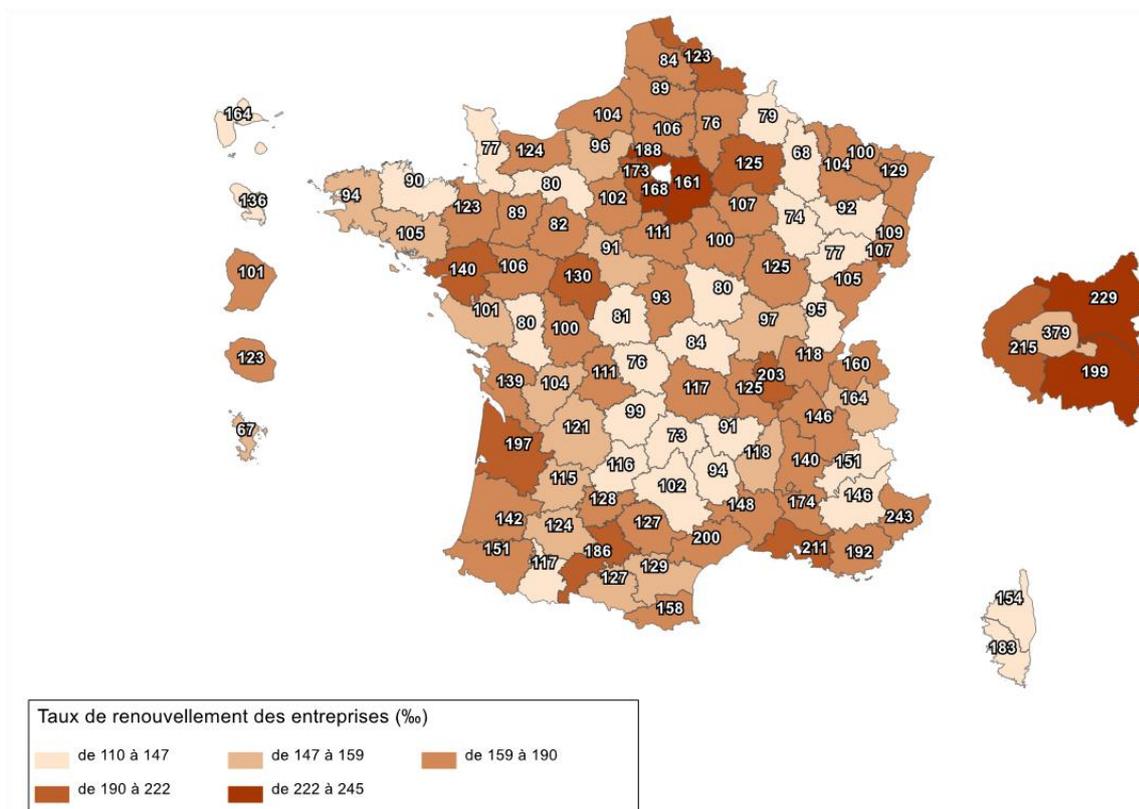


Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

ANNEXES

Annexe 1 – Densité de création d'entreprise et taux de renouvellement par département, 2021



Lecture : le Finistère compte 94 créations d'entreprise pour 10 000 habitants en 2021 et le taux de renouvellement se situe à 159 créations pour 1 000 entreprises existantes en 2021 pour 1 000 entreprises existantes en 2019.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG, RP), MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 2 – Création d'entreprise par région et département, 2021

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution annuelle %	TCAM 2009-2020 %	Taux de renouvellement ‰	Création pour 10 000 habitants
Auvergne-Rhône-Alpes	118 277	65,3	+ 14,2	+ 3,9	178	148
01 - Ain	7 672	65,8	+ 17,2	+ 4,0	177	118
03 - Allier	2 819	64,0	+ 21,2	+ 0,3	137	84
07 - Ardèche	3 857	67,0	+ 19,2	+ 1,8	154	118
15 - Cantal	1 050	57,9	+ 22,1	- 0,5	110	73
26 - Drôme	7 197	65,6	+ 16,8	+ 1,9	161	140
38 - Isère	18 487	69,1	+ 15,6	+ 3,5	182	146
42 - Loire	9 534	64,6	+ 14,3	+ 4,3	181	125
43 - Haute-Loire	2 068	54,0	+ 17,5	+ 1,1	131	91
63 - Puy-de-Dôme	7 727	64,6	+ 22,4	+ 3,3	169	117
69 - Rhône	37 709	65,4	+ 8,9	+ 6,0	206	203
73 - Savoie	7 120	62,4	+ 17,2	+ 2,5	149	164
74 - Haute-Savoie	13 037	64,3	+ 15,6	+ 3,7	171	160
Bourgogne-Franche-Comté	28 495	67,8	+ 17,7	+ 1,9	159	101
21 - Côte-d'Or	6 674	68,8	+ 16,9	+ 2,5	173	125
25 - Doubs	5 660	66,6	+ 15,0	+ 2,8	168	105
39 - Jura	2 468	61,6	+ 17,7	+ 1,3	136	95
58 - Nièvre	1 649	70,9	+ 24,8	- 0,4	136	80
70 - Haute-Saône	1 813	65,7	+ 11,6	+ 0,5	133	77
71 - Saône-et-Loire	5 349	68,7	+ 20,6	+ 2,0	155	97
89 - Yonne	3 371	70,1	+ 22,6	+ 0,8	162	100
90 - Territoire-de-Belfort	1 511	69,5	+ 11,6	+ 3,1	195	107
Bretagne	35 082	60,7	+ 24,3	+ 2,3	163	105
22 - Côtes-d'Armor	5 411	60,5	+ 29,9	+ 0,7	145	90
29 - Finistère	8 565	61,4	+ 23,6	+ 2,1	159	94
35 - Ille-et-Vilaine	13 178	60,7	+ 23,4	+ 3,9	185	123
56 - Morbihan	7 928	60,1	+ 23,0	+ 1,5	151	105
Centre-Val de Loire	27 450	66,0	+ 23,9	+ 2,1	180	107
18 - Cher	2 809	68,5	+ 29,6	+ 0,7	169	93
28 - Eure-et-Loir	4 386	62,5	+ 21,7	+ 1,7	170	102
36 - Indre	1 780	68,0	+ 22,1	+ 1,5	145	81
37 - Indre-et-Loire	7 917	65,9	+ 28,6	+ 3,0	204	130
41 - Loir-et-Cher	3 011	62,7	+ 16,0	+ 1,9	156	91
45 - Loiret	7 547	68,1	+ 22,2	+ 2,1	189	111
Corse	5 669	56,1	+ 20,8	+ 0,9	133	167
2A - Corse-du-Sud	2 881	56,8	+ 19,4	+ 1,2	135	183
2B - Haute-corse	2 788	55,4	+ 22,3	+ 0,6	131	154
Grand Est	59 583	66,1	+ 25,2	+ 2,0	171	107
08 - Ardennes	2 160	69,2	+ 17,2	+ 0,2	142	79
10 - Aube	3 320	62,4	+ 25,9	+ 1,8	177	107
51 - Marne	7 075	70,2	+ 34,5	+ 3,3	199	125
52 - Haute-Marne	1 293	51,3	+ 28,9	- 0,0	138	74
54 - Meurthe-et-Moselle	7 598	68,4	+ 16,5	+ 2,6	181	104
55 - Meuse	1 264	66,3	+ 29,2	- 1,3	129	68
57 - Moselle	10 480	66,2	+ 28,8	+ 1,3	175	100
67 - Bas-Rhin	14 666	65,4	+ 25,9	+ 2,8	173	129
68 - Haut-Rhin	8 345	67,1	+ 22,3	+ 2,0	172	109
88 - Vosges	3 382	60,5	+ 23,0	+ 1,1	140	92
Hauts-de-France	62 396	68,0	+ 21,3	+ 3,5	190	104
02 - Aisne	4 066	68,3	+ 26,1	+ 0,4	160	76
59 - Nord	32 168	68,0	+ 19,0	+ 4,9	207	123
60 - Oise	8 787	65,2	+ 26,0	+ 2,4	185	106
62 - Pas-de-Calais	12 295	69,2	+ 23,9	+ 1,8	174	84
80 - Somme	5 080	69,6	+ 18,4	+ 4,0	169	89
Île-de-France	275 206	61,7	+ 9,3	+ 6,2	200	225
75 - Paris	82 533	51,0	+ 7,4	+ 5,1	156	379
77 - Seine-et-Marne	22 739	69,0	+ 20,0	+ 5,3	230	161
78 - Yvelines	24 922	68,6	+ 13,8	+ 5,4	215	173
91 - Essonne	21 801	67,7	+ 11,1	+ 6,6	232	168
92 - Hauts-de-Seine	34 792	63,1	+ 7,1	+ 5,7	201	215
93 - Seine-Saint-Denis	37 386	64,4	+ 6,8	+ 8,3	245	229
94 - Val-de-Marne	27 789	67,4	+ 6,2	+ 7,1	241	199
95 - Val-d'Oise	23 244	66,7	+ 11,8	+ 7,8	238	188

Lecture : 4 066 entreprises ont été créées dans l'Aisne en 2021 (dont 68,3 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 26,1 % par rapport à l'année 2020 contre un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de + 0,4 % entre 2009 et 2020. Le département compte ainsi 76 créations d'entreprise pour 10 000 habitants et 160 nouvelles entreprises en 2021 pour 1 000 entreprises existantes en 2019.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG, RP), MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution annuelle %	TCAM 2009-2020 %	Taux de renouvellement ‰	Création pour 10 000 habitants
Normandie	33 511	65,8	+ 17,5	+ 2,7	169	101
14 - Calvados	8 597	66,3	+ 18,7	+ 2,6	176	124
27 - Eure	5 775	65,9	+ 19,0	+ 1,9	158	96
50 - Manche	3 823	61,2	+ 16,1	+ 1,4	139	77
61 - Orne	2 241	64,8	+ 22,6	+ 0,1	140	80
76 - Seine-Maritime	13 075	67,1	+ 15,5	+ 4,3	187	104
Nouvelle-Aquitaine	83 864	66,6	+ 21,1	+ 2,7	177	140
16 - Charente	3 673	66,4	+ 17,4	+ 1,2	154	104
17 - Charente-Maritime	8 992	67,3	+ 19,0	+ 1,9	165	139
19 - Corrèze	2 380	66,4	+ 24,0	+ 0,8	142	99
23 - Creuse	892	54,0	+ 18,3	- 0,8	119	76
24 - Dordogne	5 022	69,3	+ 17,0	+ 0,4	151	121
33 - Gironde	31 513	67,6	+ 21,0	+ 4,8	207	197
40 - Landes	5 832	65,6	+ 23,7	+ 2,0	179	142
47 - Lot-et-Garonne	3 802	66,7	+ 24,2	+ 1,0	156	115
64 - Pyrénées-Atlantiques	10 233	64,6	+ 24,2	+ 2,9	168	151
79 - Deux-Sèvres	2 990	67,4	+ 20,5	+ 1,1	142	80
86 - Vienne	4 396	66,6	+ 15,0	+ 1,7	172	100
87 - Haute-Vienne	4 139	63,7	+ 26,8	+ 2,8	183	111
Occitanie	93 085	66,8	+ 19,3	+ 2,2	180	158
09 - Ariège	1 950	70,6	+ 16,8	+ 0,3	152	127
11 - Aude	4 808	69,9	+ 20,2	+ 0,0	159	129
12 - Aveyron	2 849	60,0	+ 17,6	+ 1,4	136	102
30 - Gard	11 044	67,2	+ 23,5	+ 0,3	171	148
31 - Haute-Garonne	25 685	67,7	+ 14,6	+ 4,9	215	186
32 - Gers	2 373	64,7	+ 25,8	+ 0,3	149	124
34 - Hérault	23 224	65,8	+ 20,1	+ 2,8	188	200
46 - Lot	2 013	61,0	+ 17,4	+ 0,9	140	116
48 - Lozère	717	53,8	+ 37,6	- 1,3	123	94
65 - Hautes-Pyrénées	2 691	69,9	+ 9,3	+ 1,9	142	117
66 - Pyrénées-Orientales	7 504	67,4	+ 27,8	- 0,4	176	158
81 - Tarn	4 918	67,0	+ 19,9	+ 1,8	169	127
82 - Tarn-et-Garonne	3 309	68,8	+ 22,4	+ 1,1	177	128
Pays de la Loire	42 695	63,3	+ 22,6	+ 3,2	176	113
44 - Loire-Atlantique	19 783	65,0	+ 20,7	+ 4,3	191	140
49 - Maine-et-Loire	8 656	63,1	+ 28,6	+ 2,8	178	106
53 - Mayenne	2 729	61,9	+ 13,2	+ 4,0	163	89
72 - Sarthe	4 648	61,9	+ 23,6	+ 1,6	162	82
85 - Vendée	6 879	60,2	+ 24,5	+ 1,7	154	101
Provence-Alpes-Côte d'Azur	104 068	67,3	+ 25,0	+ 1,8	186	206
04 - Alpes-de-Haute-Provence	2 395	68,9	+ 29,7	+ 0,1	145	146
05 - Hautes-Alpes	2 124	64,9	+ 22,1	+ 0,1	131	151
06 - Alpes-Maritimes	26 382	68,1	+ 20,2	+ 1,5	174	243
13 - Bouches-du-Rhône	42 910	66,1	+ 29,8	+ 3,1	209	211
83 - Var	20 507	68,1	+ 22,2	+ 1,2	179	192
84 - Vaucluse	9 750	68,7	+ 23,8	+ 0,4	173	174
France métrop. hors Île-de-France	694 175	66,0	+ 20,6	+ 2,6	177	132
France métropolitaine	969 381	64,8	+ 17,1	+ 3,6	183	149
France d'outre-mer	26 487	50,5	+ 28,5	+ 1,3	138	123
971 - Guadeloupe	6 370	49,1	+ 19,4	+ 0,6	116	164
972 - Martinique	5 002	44,8	+ 32,1	- 1,6	114	136
973 - Guyane	2 777	49,5	+ 49,6	+ 1,1	160	101
974 - La Réunion	10 537	58,4	+ 27,3	+ 2,0	163	123
976 - Mayotte	1 801	27,0	+ 33,2	+ 6,0	157	67
France entière	995 868	64,4	+ 17,4	+ 3,5	181	149

Lecture : 20 507 entreprises ont été créées dans le Var en 2021 (dont 68,1 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 22,2 % par rapport à l'année 2020 contre un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de + 1,2 % entre 2009 et 2020. Le département compte ainsi 192 créations d'entreprise pour 10 000 habitants et 179 nouvelles entreprises en 2021 pour 1 000 entreprises existantes en 2019.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG, RP), MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 3 – Création d'entreprise dans les territoires aidés par région et département, 2021

Année 2021	QPV ^a	ZRR	AFR	ACV	PVD
Auvergne-Rhône-Alpes	5 329	9 485	10 724	9 480	10 417
01 - Ain	189	88	0	1 097	1 305
03 - Allier	104	1 515	1 113	908	318
07 - Ardèche	64	1 385	698	439	701
15 - Cantal	10	630	411	336	324
26 - Drôme	320	1 391	1 453	2 421	681
38 - Isère	867	300	0	1 427	990
42 - Loire	570	314	3 162	694	513
43 - Haute-Loire	17	1 584	552	255	700
63 - Puy-de-Dôme	256	1 746	3 335	516	809
69 - Rhône	2 729	39	0	104	886
73 - Savoie	119	493	0	1 083	979
74 - Haute-Savoie	84	0	0	200	2 211
Bourgogne-Franche-Comté	1 005	7 227	6 883	6 118	2 969
21 - Côte-d'Or	217	1 026	731	0	402
25 - Doubs	291	642	1 118	1 893	359
39 - Jura	61	749	613	437	281
58 - Nièvre	39	974	887	457	287
70 - Haute-Saône	31	860	451	170	407
71 - Saône-et-Loire	126	1 690	1 639	1 630	674
89 - Yonne	113	1 286	408	861	414
90 - Territoire-de-Belfort	127	0	1 036	670	145
Bretagne	806	2 589	7 483	4 776	6 371
22 - Côtes-d'Armor	55	764	1 459	775	1 000
29 - Finistère	186	479	3 700	1 010	1 891
35 - Ile-et-Vilaine	433	165	1 159	1 197	1 951
56 - Morbihan	132	1 181	1 165	1 794	1 529
Centre-Val de Loire	1 325	5 467	5 320	4 031	2 764
18 - Cher	100	1 052	1 674	1 109	418
28 - Eure-et-Loir	166	804	1 352	1 050	418
36 - Indre	67	1 079	1 089	569	383
37 - Indre-et-Loire	416	1 135	48	76	446
41 - Loir-et-Cher	171	1 086	351	831	512
45 - Loiret	405	311	806	396	587
Corse	62	2 872	5 669	1 516	1 036
2A - Corse-du-Sud	18	1 303	2 881	951	668
2B - Haute-corse	44	1 569	2 788	565	368
Grand Est	3 271	6 330	14 889	7 085	4 297
08 - Ardennes	129	928	1 544	683	359
10 - Aube	183	768	1 167	1 058	357
51 - Marne	444	1 264	1 644	765	271
52 - Haute-Marne	53	897	877	426	248
54 - Meurthe-et-Moselle	445	359	1 280	428	582
55 - Meuse	26	1 039	608	287	177
57 - Moselle	435	238	3 413	1 245	522
67 - Bas-Rhin	839	0	0	562	823
68 - Haut-Rhin	633	0	2 530	957	415
88 - Vosges	84	837	1 826	674	543
Hauts-de-France	5 808	3 231	30 120	9 814	3 605
02 - Aisne	158	1 459	2 185	1 182	633
59 - Nord	4 160	0	15 458	3 140	678
60 - Oise	480	423	2 091	2 059	754
62 - Pas-de-Calais	715	550	7 127	3 227	1 058
80 - Somme	295	799	3 259	206	482
Île-de-France	26 935	153	7 747	12 077	3 887
75 - Paris	3 558	0	0	0	0
77 - Seine-et-Marne	976	153	808	3 195	1 699
78 - Yvelines	1 370	0	2 423	4 722	832
91 - Essonne	2 015	0	796	3 314	780
92 - Hauts-de-Seine	1 762	0	0	0	0
93 - Seine-Saint-Denis	11 662	0	3 241	0	0
94 - Val-de-Marne	2 189	0	0	0	0
95 - Val-d'Oise	3 403	0	479	846	576

a. Les données pour les QPV (quartiers prioritaires de la politique de la ville) portent sur les établissements contrairement aux autres données qui portent sur les entreprises ; elles concernent également l'année 2019 contrairement aux autres données qui sont relatives à l'année 2021.

Lecture : 976 établissements ont été créés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de Seine-et-Marne en 2019. En 2021, 153 entreprises ont été créées dans les zones de revitalisation rurale (ZRR), 808 dans les zones d'aide à finalité régionale (AFR), 3 195 dans les communes bénéficiant du programme « Action cœur de ville » (ACV) et 1 699 dans les Petites villes de demain (PVD) du département.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG, RP), MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Année 2021	QPV ^a	ZRR	AFR	ACV	PVD
Normandie	1 426	4 665	10 028	3 239	5 687
14 - Calvados	339	1 104	2 194	372	1 531
27 - Eure	193	316	1 959	1 098	1 455
50 - Manche	61	1 150	1 376	804	1 229
61 - Orne	76	1 529	610	540	485
76 - Seine-Maritime	757	566	3 889	425	987
Nouvelle-Aquitaine	2 767	19 967	22 587	12 241	6 725
16 - Charente	102	1 356	1 190	955	377
17 - Charente-Maritime	193	1 598	2 494	633	815
19 - Corrèze	23	1 165	1 217	727	311
23 - Creuse	3	892	380	87	222
24 - Dordogne	106	2 774	1 856	783	717
33 - Gironde	1 391	2 502	3 630	420	1 113
40 - Landes	109	3 104	2 028	769	378
47 - Lot-et-Garonne	159	1 429	1 648	1 096	442
64 - Pyrénées-Atlantiques	147	1 285	2 735	2 468	1 016
79 - Deux-Sèvres	52	1 693	1 131	843	628
86 - Vienne	277	1 101	1 500	1 607	345
87 - Haute-Vienne	205	1 068	2 778	1 853	361
Occitanie	5 193	20 064	38 652	13 426	10 876
09 - Ariège	109	1 312	1 044	366	376
11 - Aude	423	1 541	2 873	1 628	924
12 - Aveyron	35	2 849	1 407	703	462
30 - Gard	835	1 387	6 319	799	1 847
31 - Haute-Garonne	1 223	1 580	282	109	971
32 - Gers	17	1 756	859	333	800
34 - Hérault	1 641	1 116	15 986	3 393	1 331
46 - Lot	3	2 013	498	361	436
48 - Lozère	0	717	438	108	234
65 - Hautes-Pyrénées	73	1 319	1 264	821	353
66 - Pyrénées-Orientales	472	1 087	5 462	2 286	1 529
81 - Tam	185	2 488	1 819	1 457	1 084
82 - Tam-et-Garonne	177	899	401	1 062	529
Pays de la Loire	1 459	4 343	8 293	3 702	5 675
44 - Loire-Atlantique	824	539	1 583	931	2 139
49 - Maine-et-Loire	336	1 076	1 393	955	964
53 - Mayenne	37	1 025	1 432	801	555
72 - Sarthe	212	938	2 304	179	563
85 - Vendée	50	765	1 581	836	1 454
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 419	6 242	18 899	8 160	7 024
04 - Alpes-de-Haute-Provence	103	1 623	1 002	569	523
05 - Hautes-Alpes	10	1 255	645	735	399
06 - Alpes-Maritimes	1 028	327	10 027	1 732	199
13 - Bouches-du-Rhône	4 483	1 342	3 857	1 086	1 397
83 - Var	1 016	543	2 070	1 071	2 409
84 - Vaucluse	779	1 152	1 298	2 967	2 097
France métrop. hors Île-de-France	38 702	92 482	179 547	83 588	67 446
France métropolitaine	63 291	92 635	187 294	95 665	71 333
France d'outre-mer	931	12 927	26 487	7 644	3 562
971 - Guadeloupe	---	0	6 370	1 230	1 265
972 - Martinique	---	0	5 002	1 926	1 032
973 - Guyane	---	2 777	2 777	1 202	58
974 - La Réunion	931	10 150	10 537	2 454	1 010
976 - Mayotte	---	0	1 801	832	197
France entière	64 222	105 562	213 781	103 309	74 895

a. Les données pour les QPV (quartiers prioritaires de la politique de la ville) portent sur les établissements contrairement aux autres données qui portent sur les entreprises ; elles concernent également l'année 2019 contrairement aux autres données qui sont relatives à l'année 2021.

Lecture : 50 établissements ont été créés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de Vendée en 2019. En 2021, 765 entreprises ont été créées dans les zones de revitalisation rurale (ZRR), 1 581 dans les zones d'aide à finalité régionale (AFR), 836 dans les communes bénéficiant du programme « Action cœur de ville » (ACV) et 1 454 dans les Petites villes de demain (PVD) du département.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG, RP), MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création d'entreprise (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du Répertoire des entreprises et des établissements (REE), de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), du recensement de la population (RP) et du système d'information sur les nouvelles entreprises (Sine), tous les cinq mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales : la base de l'ANCT pour les communes en ZRR, en AFR, en PVD et en ACV et la base de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'Éducation nationale pour la typologie de communes. Le maillage territorial se réfère à la liste des communes du COG au 1^{er} janvier 2021.

→ Pour les données corrigées, voir le [site de l'Insee](#).

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des activités marchandes non agricoles, autrement dit, sur les activités de l'industrie, du commerce et des services. Sauf mention particulière, ils concernent la France entière.

Calculs

Le **taux de croissance annuel moyen** (TCAM) représente le taux d'évolution moyen par an sur une durée de n années.

La **contribution d'une composante à la croissance d'un agrégat** se calcule par la différence entre la valeur d'arrivée et la valeur de départ de la composante, rapportée à la valeur de départ de l'agrégat. Elle permet de mesurer la contribution de chaque composante dans la variation de l'agrégat, en point de pourcentage ou en pourcentage.

Sur les **732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française** (NAF, révision 2 de 2008), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises. Pour éviter que ces activités ne biaisent les calculs, seules sont prises en compte celles qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile l'année analysée (pour les Tops croissances et décroissances du nombre de créations d'entreprises).

Le **taux de renouvellement** correspond au rapport du nombre de créations d'entreprises sur le nombre d'entreprises existantes dans un territoire, tandis que la **création pour 10 000 habitants** s'obtient en rapportant le nombre de créations à la population principale d'un territoire. Ces taux sont calculés pour les établissements dans l'analyse consacrée aux QPV.

Le **nombre théorique de créations d'entreprises** entre mars 2020 et décembre 2021 est calculé selon la méthode de lissage exponentiel pour estimer le niveau de créations hors pandémie de Coronavirus. Une fourchette basse est donnée par estimation à partir des niveaux de créations sur période longue (de janvier 2009 à février 2020), tandis que la fourchette haute est donnée par estimation sur la période récente de forte croissance (entre janvier 2017 et février 2020).

Définitions

La définition des **créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen**. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Une **métropole** est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre qui regroupe « plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave et qui s'associent au sein d'un espace de solidarité pour élaborer et conduire ensemble un projet d'aménagement et de développement économique, écologique, éducatif, culturel et social de leur territoire afin d'en améliorer la compétitivité et la cohésion » (art. L5217-1 CGCT). La [liste est établie par décret](#).

La **typologie des communes**, établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif, repose sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, et permet de distinguer neuf types de communes rurales et urbaines.

→ Pour en savoir plus, voir les [pages dédiées du ministère chargé de l'Éducation nationale](#).

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquels l'État et les collectivités locales ont alloué sur 2014-2021 des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme « **Petites villes de demain** » (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme « **Action cœur de ville** » (ACV) vise à faciliter et à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Les **quartiers prioritaires de la politique de la ville** (QPV) ont pour but de réduire les écarts de développement au sein des villes et de restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers les plus pauvres.

→ Pour en savoir plus, voir les [pages dédiées aux QPV](#) sur le site de l'ANCT.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique [mise en ligne](#) le 21/06/2022.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. « La création d'entreprise en France en 2021 ». *Note d'analyse annuelle*, Bpifrance Création, juin 2022 ».

Contact : utilisez le [formulaire de contact](#) sur le site de Bpifrance Création.